

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



50889



Distr.
GENERALE

E/CN.14/AS/II/2/K/1
17 décembre 1965

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ET CENTRE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
Colloque sur le développement industriel
en Afrique
Le Caire, 27 janvier - 10 février 1966

LES ASPECTS POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE :
PROBLEMES ET PERSPECTIVES

M65-632

TABLES DES MATIERES

Paragraphes

CHAPITRE PREMIER

- A. LA CONJONCTURE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE 1 - 6
- B. LES ANCIENS TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE EN AFRIQUE 7 - 9

CHAPITRE II

- A. CROISSANCE INDUSTRIELLE PREVUE AUX PLANS DE DEVELOPPEMENT 10 - 15
- B. INVESTISSEMENT PREVU ET CARACTERISTIQUES DE LA CROISSANCE INDUSTRIELLE 16 - 18
- C. DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE LOURDE ET DE L'INDUSTRIE LEGERE 19 - 26

CHAPITRE III

- INFLUENCE DU COMMERCE EXTERIEUR SUR LA STRUCTURE ET LES CARACTERISTIQUES DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE 27 - 32
- A. OBJECTIFS DU REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS 33 - 36
- B. OBJECTIFS DE L'EXPANSION DES EXPORTATIONS 37 - 44

CHAPITRE IV

- L'EMPLOI COMME OBJECTIF DE L'INDUSTRIALISATION 45 - 52

CHAPITRE V

- PROBLEMES DE CHOIX ET CROISSANCE EQUILIBREE 53 - 54
1. Remplacement des importations et industries orientées vers l'exportation 55 - 59
2. Prédominance de la main-d'oeuvre ou des capitaux dans l'industrie 60 - 63
3. Industries de transformation des ressources locales et industries produisant pour le marché intérieur 64 - 65
4. Industries légères et industries lourdes 66 - 67
5. Industries nationales, intra-régionales et régionales 68 - 71

CHAPITRE VI

PROBLEMES DE COORDINATION ET D'INTEGRATION

72 - 81

CHAPITRE VII

POSSIBILITES D'ACTION SUR LE PLAN INTERNATIONAL ET
SUR LE PLAN INTERREGIONAL

82 - 87

ANNEXE A

L'évolution et la structure actuelle des industries
en Afrique 1950-1963 (données statistiques)

ANNEXE B

Liste de sources et de données statistiques

LISTE DES TABLEAUX

- TABLEAU 1 - Origine, par branches d'activité, du produit intérieur brut en Afrique et dans ses sous-régions
- TABLEAU 2 - Industries manufacturières, industries extractives et population dans les sous-régions africaines en 1963
- TABLEAU 3 - Revenu par habitant dans les sous-régions africaines et dans les pays industrialisés (vers 1960)
- TABLEAU 4 - Evolution de la production industrielle africaine et des autres zones de l'avant-guerre à 1960
- TABLEAU 5 - Origine, par branches d'activité, du produit intérieur brut au coût des facteurs dans les pays africains en 1960
- TABLEAU 6 - Augmentation du taux de croissance prévu et taux de croissance antérieur à l'exécution du plan pour le secteur manufacturier, l'électricité et les mines de quelques pays africains
- TABLEAU 7 - Taux de croissance prévu de la production manufacturière, minière, d'eau, d'électricité et de gaz dans quelques pays africains
- TABLEAU 8 - Part de l'industrie dans l'investissement public total avant la mise en œuvre du plan et dans l'investissement total prévu au plan dans certains pays africains
- TABLEAU 9 - Part de l'investissement total consacrée au développement des services publics essentiels et de l'industrie dans quelques pays africains
- TABLEAU 10 - Production des grands groupes d'industries dans les sous-régions africaines en 1958
- TABLEAU 11 - Structure des industries manufacturières : ventilation en pourcentage de la valeur ajoutée par les grands groupes d'industries lourdes et d'industries légères dans les sous-régions africaines
- TABLEAU 12 - Evolution de la composition des importations dans les pays africains entre 1950 et 1960
- TABLEAU 13 - Evolution de la composition des importations africaines de produits manufacturés (1950-1963)
- TABLEAU 14 - Taux d'accroissement prévus pour les importations et les exportations dans les plans de développement des pays africains

TABLERAU 15 - Taux d'accroissement annuels prévus pour les importations de biens de consommation, de biens de production et de biens d'équipement.

TABLERAU 16 - Proportion revenant dans certains pays africains aux industries des biens de consommation légers et aux industries lourdes dans le total des investissements prévus pour le secteur des industries manufacturières et dans l'accroissement total de la production de ce secteur

TABLERAU 17 - Demande totale de produits industriels et pourcentage de la production locale des industries par rapport à la demande dans certains pays africains

TABLERAU 18 - Valeur des exportations de produits manufacturés réparties par groupes d'industries, en 1963

TABLERAU 19 - Expansion des exportations de produits manufacturés dans les pays africains

TABLERAU 20 - Répartition de la population économiquement active par branches d'activité

TABLERAU 21 - Effectifs de la main-d'oeuvre employée dans les principales branches de l'activité économique

TABLERAU 22 - Structure de l'emploi dans les industries manufacturières des pays africains au cours des dernières années

Annexe A

TABLERAU A1 - Données statistiques générales - 1950-1963

TABLERAU A2 - Evolution du degré d'industrialisation en Afrique 1950-1963

TABLERAU A3 - La croissance de l'industrie en Afrique - 1950-1963

TABLERAU A4 - Modifications de la structure de l'offre de produits manufacturés (%) - 1950-1963

TABLERAU A5 - Modifications de la structure de l'industrie (%) - 1950-1963

TABLERAU A6 - Classification des Industries

TABLERAU A7 - Classification des produits par rapport aux industries

TABLERAU A8 - Liste des sous-régions et des pays

CHAPITRE PREMIER

A. LA CONJONCTURE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE^{1/}

1. Abstraction faite de la République sud-africaine et de quelques autres pays, la production en Afrique et dans les diverses sous-régions se caractérise par une structure éminemment sous-développée. La prédominance de l'agriculture dans le produit intérieur brut, plus prononcée dans l'ouest et l'est, est une manifestation superficielle du faible degré de développement industriel dans ces sous-régions, par contraste avec le nord du continent et encore plus avec la République sud-africaine. Les industries manufacturières et extractives ont engendré ces dernières années quelque 20 pour 100 du produit intérieur brut du continent ; pour les diverses sous-régions, les proportions s'établissent comme suit : 8 pour 100 en Afrique de l'ouest, 20 pour 100 en Afrique du nord, 15 pour 100 en Afrique de l'est, 21 pour 100 en Afrique du centre et environ 39 pour 100 en Afrique du Sud (tableau 1). Un des traits frappants qui ressortent de ce tableau, c'est que le produit agricole par habitant est à peu de choses près le même dans toutes les sous-régions, alors que le produit des industries extractives et des industries manufacturières révèle une plus large gamme de différences de développement industriel dans les mêmes sous-régions. Dans l'ensemble, le développement industriel est beaucoup plus prononcé en Afrique du Sud qu'en Afrique du nord, laquelle est suivie par l'Afrique de l'est et du centre, l'Afrique de l'ouest venant en queue. Il ressort des différences assez faibles de la production agricole par habitant que les différences du produit global sont dues principalement au degré de développement des secteurs non agricoles.

^{1/} Voir annexe A.

TAB. EAU 1

Origine, par branches d'activité, du produit intérieur brut en
Afrique et dans ses sous-régions^{a/}

	Afrique	Afrique de l'ouest	Afrique du nord	Afrique de l'est	Afrique du centre	Afrique du Sud ^{b/}
(en milliards de dollars EU)						
Agriculture	13,8	4,5	4,5	2,8	1,2	0,8
Mines	2,3	0,2	0,7	0,2	0,2	1,0
Industries manufacturières	5,4	0,5	1,8	0,7	0,4	2,0
Divers	15,9	2,9	5,7	2,3	1,1	3,9
PIB	37,4	8,1	12,7	6,0	2,9	7,7
(en pourcentage du PIB)						
Agriculture	37	56	35	47	41	10
Mines	6	2	6	3	7	13
Industries manufacturières	14	6	14	12	14	26
Divers	43	36	45	38	38	51
PIB	100	100	100	100	100	100
(en dollars EU par habitant)						
Agriculture	51	60	64	36	40	42
Mines	8	2	10	2	7	52
Industries manufacturières	20	7	25	9	14	106
Divers	58	38	80	30	37	206
PIB	137	107	179	77	98	406

Source : voir annexe B.

^{a/} Les chiffres indiqués ne donnent que des ordres de grandeur valables pour une période correspondant à peu près à l'année 1963.

^{b/} 1962, au coût des facteurs.

TABLEAU 2

Industries manufacturières, industries extractives
et population dans les sous-régions africaines en 1963^{a/}
 (en pourcentage du total)

	A	B	A + B	Population
	Industries manufacturières	Mines		
Afrique de l'ouest	8,7	7,5	8,4	27,7
Afrique du nord	33,4	30,0	32,4	25,9
Afrique de l'est	12,5	10,2	11,8	28,4
Afrique du centre	7,9	7,9	7,9	10,9
Afrique du Sud	37,5	44,4	39,5	7,1
	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus	5,4	2,3	7,7	272,8
	(milliards de dollars EU)			(millions d'habitants)

Source : annexe B

a/ Ces chiffres ont trait à une période correspondant à peu près à l'année 1963. Ils constituent une estimation d'ordre de grandeur et non des données précises.

2. Avec une population de presque 272,8 millions d'habitants en 1963 et une production industrielle d'environ 7,7 milliards de dollars des Etats-Unis vers la même année, l'Afrique avait une production industrielle moyenne de l'ordre de 28 dollars par habitant. Mais il existe de grandes différences entre les diverses sous-régions, le produit allant de 9 dollars en Afrique de l'ouest à environ 158 dollars en Afrique du Sud, contre 11 en Afrique de l'est, 35 en Afrique du nord et 21 en Afrique du centre.

3. Les industries manufacturières sont concentrées en Afrique du Sud, qui fournit environ 37,5 pour 100 de la production manufacturière totale. Viennent ensuite l'Afrique du nord qui produit près de 33,4 pour 100 du total et l'Afrique de l'est qui produit environ 12,5 pour 100. La production minière est également concentrée, en Afrique du Sud (45 pour 100 environ) et en Afrique du nord (32 pour 100 environ). Si l'on considère la répartition de la production minière et manufacturière par rapport à la répartition de la population (tableau 2), on comprend les grandes différences qu'accusent les développements industriels mesurés en produit industriel par habitant. Les sous-régions de l'est, de l'ouest et du centre, qui fournissaient vers 1963 une proportion analogue de la production minière et manufacturière, 8 à 12 pour 100 du total, se distinguent nettement par le chiffre de la population. Avec 27,7 pour 100 de la population, l'Afrique de l'ouest a une production industrielle par habitant inférieure à celle de l'Afrique de l'est qui a 28,4 pour 100 de la population, et encore plus inférieure à celle de l'Afrique du centre qui a seulement 10,9 pour 100 de la population et qui fournit 32,4 pour 100 de la production industrielle. Quant à l'Afrique du Sud, zone la plus industrialisée, avec seulement 7,1 pour 100 de la population, elle a fourni en 1963 environ 39,5 pour 100 de la production industrielle africaine.

4. Si l'on compare les principales composantes du produit intérieur brut des sous-régions africaines à celles des pays industrialisés, on constate des différences frappantes. Le tableau 3 indique la production par habitant dans l'agriculture, l'industrie et d'autres secteurs des pays industrialisés et de l'Afrique.

TABLEAU 3
Revenu par habitant dans les sous-régions africaines et dans
les pays industrialisés (vers 1960)

Zones	Agriculture	Industrie ^{a/}	Divers	Total
	(en dollars EU)			
Pays évolués	120	480	600	1.200
Afrique	41	25	51	117
A. Afrique de l'ouest	41	8	25	74
B. Afrique du nord	48	22	62	132
C. Afrique de l'est	31	12	29	72
D. Afrique du centre	37	28	38	103
E. Afrique du Sud	52	166	271	489

Source : CEA, Division de la recherche.

a/ Mines, industries manufacturières, bâtiment, énergie, eau.

5. Comparé à la production par habitant des pays évolués, le développement industriel, mesuré en production industrielle par habitant, est très faible dans toutes les sous-régions africaines (à l'exception de l'Afrique du Sud).

6. Alors que la production agricole par habitant des pays industrialisés semble être de l'ordre de 2,3 à 4 fois plus élevée qu'en Afrique, la production industrielle y est près de 60 fois plus élevée qu'en Afrique de l'ouest, 40 fois plus élevée qu'en Afrique de l'est, 22 fois plus élevée qu'en Afrique du nord, mais seulement 17 fois plus élevée qu'en Afrique du centre et environ 3 fois plus élevée qu'en Afrique du Sud. Ces chiffres illustrent l'immense fossé et le très faible niveau de production industrielle par habitant qui séparent, ces dernières années, les diverses sous-régions africaines des pays industrialisés, et le chemin que les premières devront parcourir dans les années à venir pour atteindre le niveau actuel moyen des pays développés.

TABLÉAU 4.1.1

Evolution de la production industrielle africaine et des autres zones de l'avant-guerre à 1960

Pays	Province	Indice 1953 = 100				Chiffre annuel composé (variation en %)	
		(1938-1948	1948	1957	1960	1938-60	1948-60
Monde							
Mines		63	80	120	132	3,4	4,3
Industries manufacturières		50	72	121	140	4,8	5,7
Total industrie		52	73	121	138	4,6	6,5
Pays industriels							
Mines		66	85	114	112	3,3	2,3
Industries manufacturières		47	73	116	131	4,8	5,0
Total industrie		49	74	116	129	4,5	4,8
Afrique							
Mines		69	73	123	150	3,6	6,2
Industries manufacturières		30	67	127	...	7,9	7,4
Total industrie		42	69	126	...	6,0 ^{a/}	6,9 ^{a/}
Afrique, moins l'Afrique du Sud							
Mines		47	65	115	141	5,1	6,7
Industries manufacturières		29	74	140	...	8,6	7,3
Total industrie		34	71	133	...	7,4 ^{a/}	7,2 ^{a/}

Source : Organisation des Nations Unies, Annuaire statistique 1960.

a/ Jusqu'en 1957 seulement.

B. LES ANCIENS TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE EN AFRIQUE

7. Le taux de croissance industrielle élevé que l'Afrique connaît depuis vingt ans n'a jusqu'à présent guère contribué à modifier la structure des économies du continent. Bien que le taux moyen de croissance de la production industrielle ait été d'environ 7,4 pour 100 par an entre 1938 et 1957, contre 4,5 pour 100 dans les pays développés, la part de l'industrie dans la production africaine totale n'a guère dépassé 14 pour 100 entre 1938 et 1958.

8. Si l'on considère le seul secteur manufacturier, le taux annuel de croissance est en moyenne de 7,9 pour 100 pour l'ensemble de l'Afrique et de 8,6 pour 100 pour l'Afrique moins la République sud-africaine, soit un taux beaucoup plus élevé que les 4,8 pour 100 réalisés par les pays industrialisés et le monde entier de 1938 à 1960 (tableau 4). Il est à noter que pendant la période précitée, le taux annuel de croissance des industries manufacturières a été plus élevé que celui des industries extractives, aussi bien en Afrique que dans le reste du monde.

9. Mais le taux relativement élevé de la croissance industrielle en Afrique, comme dans la plupart des autres zones en voie de développement, ne reflète qu'une faible augmentation absolue, par rapport à un niveau de départ qui était bas. Les dimensions du secteur industriel dans les sous-régions africaines sont plutôt réduites par rapport à leur production économique totale, et le taux spectaculairement élevé de croissance de leur production industrielle n'a pas eu d'effet sensible sur le produit intérieur total. La petitesse du secteur manufacturier se manifeste, dans la plupart des pays africains, par la faiblesse de sa contribution au produit intérieur brut. Cette contribution varie largement d'un pays à l'autre (tableau 5). La valeur ajoutée engendrée par l'industrie manufacturière représente 15 pour 100 ou plus de la production totale dans quelques pays.

seulement^{1/} et, dans la plupart des pays^{2/} pour lesquels on dispose de renseignements, la contribution du secteur manufacturier à la production totale varie entre moins de 5 pour 100 à quelque 10 pour 100 du produit intérieur brut. Dans plusieurs pays^{3/}, la production manufacturière a même été très inférieure à 5 pour 100 ces dernières années. Or, dans les pays industrialisés, cette production a atteint 30 à 40 pour 100 de la production totale^{4/} ou même davantage, ce qui révèle le large fossé qui sépare les pays développés des pays africains en ce qui concerne les rapports du secteur industriel et des autres secteurs de l'économie.

et adressant aux pays en développement des conseils et des recommandations en matière d'industrialisation et de développement économique. Les pays en développement ont besoin de l'aide technique et financière des pays industrialisés pour leur permettre de surmonter les obstacles qui se présentent devant eux. Les pays industrialisés ont une responsabilité importante à jouer en matière de coopération technique et financière avec les pays en développement.

Les pays industrialisés ont une responsabilité importante à jouer en matière de coopération technique et financière avec les pays en développement. Les pays en développement ont besoin de l'aide technique et financière des pays industrialisés pour leur permettre de surmonter les obstacles qui se présentent devant eux.

1/ Par exemple, la République sud-africaine, la République arabe unie (Egypte) et l'île Maurice, où l'industrie manufacturière fournit respectivement 33 pour 100, 17 pour 100 et 16 pour 100 du produit intérieur brut.

2/ Ghana, Sénégal, Cameroun, Congo (Léopoldville), Libye, Soudan, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Malawi, Mali, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Madagascar, République centrafricaine, etc.

3/ Tchad, Nigeria, Mauritanie, Somalie, Congo (Brazzaville), Niger, Gabon, Togo, Sierra Leone, etc.

4/ En 1960, la production industrielle représentait plus de 30 pour 100 du total en Nouvelle-Zélande, et plus de 37 pour 100 au Canada, au Danemark, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

TABLEAU 5

Origine, par branches d'activité, du produit intérieur brut au coût des facteurs dans les pays africains en 1960^{a/} (en pourcentage du PIB)

	Industrie manufacturière	Electricité	Bâtiment	Mines	Agriculture
Afrique du nord					
Algérie	11	2	5	3	23
Libye	10	2	4	8	23
Maroc	13,4	2,2	4	6,6	32
Tunisie	12	2	5	3	29
Soudan	5	0,5	6,5	0,1	57
RAU - Egypte	17	2	8	1,7	31
Afrique de l'ouest					
Ghana	8,2	0,4	4,4	4,4	49
Sénégal	8,5	0,7	4,7	0,7	28
Nigéria	2,7	0,6	4,4	1,3	63
Mali	-	15	-	-	48
Mauritanie	1,6	1,0	28,2	2,4	52
Côte-d'Ivoire	5,4	2,3	3,8	0,6	49
Sierra Leone	-	19	-	-	52
Togo	-	12	-	-	67
Haute-Volta	-	0,9	4,0	11,9	77
Niger	4,3	0,9	4,0	11,9	77
Guinée	-	1,9	9,0	17	27
Gabon	3,0	8	-	-	53
Dahomey	-	8	-	-	53
Afrique de l'est					
Ethiopie	5,2	0,4	2,0	0,2	76
Kénya	9,5	1,2	3,5	0,5	40
Tanzanie	7,2	0,6	5,9	3,8	59
Malawi	5,1	1,0	3,5	0,6	15
Zambie	5,1	2,6	4,1	48	15
Rhodésie	14,7	3,4	5,4	6,4	61
Ouganda	6,3	1,2	2,5	1,5	53
Madagascar	2,2	0,3	1,4	...	53
Ile Maurice	16,0	2,0	6,0	0,2	23
Afrique du centre					
République centrafricaine	6,7	0,4	3,5	4,5	53
Congo (Léopoldville)	14,0	0,7	5,5	16,4	31
Congo (Brazzaville)	-	13	-	3,5	33
Tchad	3,5	0,4	3,3	1,0	62
Cameroun	8,1	1,9	4,0	...	46

Sources : Organisation des Nations Unies, Annuaire de statistiques des comptabilités nationales, 1963, numéro de vente 64.XVII.4.
 Organisation des Nations Unies, la croissance de l'industrie mondiale, 1938, 1961, numéro de vente 63.XVII.5.
 Commission économique pour l'Afrique, Division de la recherche, 1965.
 Publications nationales.

^{a/} Chiffres relatifs à l'année 1960 environ. Certains constituent une estimation provisoire.

Soudan et en RAU (Egypte); les plans en cours d'exécution prévoient un taux de croissance de la production minière beaucoup plus élevé que pour la production manufacturière: environ 53 pour 100 par an en Ethiopie, 25 pour 100 au Soudan et 27 pour 100 en République arabe unie. Il convient de noter que dans ces trois pays la contribution

du secteur minier au produit intérieur brut est assez faible: moins de 1 pour 100 au Soudan et en Ethiopie, moins de 2 pour 100 en RAU.

Le tableau 7 indique le taux prévu de croissance de la production manufacturière, minière, d'électricité, de gaz et d'eau dans certains pays africains, par comparaison avec le taux de croissance du produit intérieur brut.

13. Dans certains pays dont le secteur minier est relativement plus développé, le taux de croissance de la production minérale est très inférieur au taux prévu pour la production manufacturière. Ainsi en Zambie, où la production minière représente près de 48 pour 100 du produit intérieur brut, le taux de croissance prévu est de l'ordre de 3 pour 100 par an. Au Congo (Léopoldville), où le secteur minier fournit environ 16 pour 100 du PIB, le taux de croissance a été fixé aux alentours de 3 à 4 pour 100 par an; au Maroc, où il fournit 6 à 7 pour 100 du produit intérieur brut, le taux prévu est d'environ 4,5 pour 100 par an.

14. A l'exception de quelques pays, les plans de développement économique et social des pays africains prévoient pour l'industrie un taux de croissance annuel sensiblement plus élevé que celui de la production totale, c'est-à-dire que le taux de croissance du produit intérieur brut (tableau 7).

15. La croissance prévue du produit intérieur brut va de 4 pour 100 à 9 pour 100 par an, alors que celle de la production manufacturière va de 8 pour 100 à 30 pour 100.

TABLEAU 6

Augmentation du taux de croissance prévu et taux de croissance antérieur
à l'exécution du plan pour le secteur manufacturier, l'électricité
et les mines de quelques pays africains
(pourcentages annuels)

	Secteur manufacturier		Electricité		Mines	
	Avant le plan a/	Pendant le plan	Avant le plan a/	Pendant le plan	Avant le plan a/	Pendant le plan
<u>Afrique du nord</u>						
Algérie	7,2	...	10,7	...	8,4	...
Maroc	2,5	6,1	3,2	3,9	5,1	1,4
Tunisie	4,6	3,4	5,3	0,9	2,4	0,4
Soudan	6,0	15,8	10,0	13,6	-	25,0
RAU (Egypte)	7,8	5,5	11,4	23,0	7,7	20,0
<u>Afrique de l'ouest</u>						
Ghana	...	10,9 ^{b/}	19,2	...	6,9	...
Sénégal	5,7	9,7 ^{c/}	...	...	...	...
Nigéria	7,3	...	13,2	...	5,1	...
Mali	...	19,0 ^{b/}	...	...	...	...
Mauritanie	...	19,1 ^{b/}	...	...	...	148,0
<u>Afrique de l'est</u>						
Ethiopie	5,5	21,8	11,3	8,1	...	52,0
Kénya	2,6	5,3	2,1	1,7	15,2	3,0
Tanzanie	5,8	9,0	18,0	- 6,0	1,4	4,0
Malawi	...	...	...	...	...	...
Zambie	8,0	23,3	...	...	...	3,2
Rhodésie	10,5	...	6,9	...	5,8	...
Ouganda	- 0,5	...	15,1	...	16,7	...

Sources : Plans nationaux de développement.

Annuaire de statistique des comptabilités nationales, 1963, ouvrage cité.
La Croissance de l'industrie mondiale, ouvrage cité.

a/ Chiffres relatifs à la période 1954-1958.

b/ Taux annuel global de croissance pour tous les secteurs industriels.

c/ Taux de croissance prévu pour tous les secteurs industriels : 12,7 pour 100 par an.

TABLERAU 7

Taux de croissance prévu de la production manufacturière, minière,
d'eau, d'électricité et de gaz dans quelques pays africains
(en pourcentage)

	Durée du plan	Taux de croissance annuel			
		PIB	Production manufacturière	Mines	électricité, gaz, eau
<u>Afrique du nord</u>					
Algérie	1960-64	7,0	8,8	4,5	7,0
Maroc	1962-70	6,0	8,0	2,0	4,4
Tunisie	1961-70	5,1	21,8	25,1	13,6
Soudan	1960-70	7,3	13,5	27,3	11,5
RAU (Egypte)					
<u>Afrique de l'ouest</u>					
Ghana	1963-69	5,5	8,5 ^{a/}	...	...
Sénégal	1960-65	8,0	15,5 ^{a/}	...	7,2
Nigéria	1962-68	4,0	...	...	...
Mali	1961-65	8,0	21,0 ^{a/}	...	...
Mauritanie	1963-66	9,2	30,0	148,0	10,0
<u>Afrique de l'est</u>					
Ethiopie	1963-67	4,3	27,3	52,6	19,4
Kénya	1964-70	5,2	5,3	3,0	8,7
Tanzanie	1964-69	6,7	14,8	4,2	12,3
Malawi	1964-69	...	...	...	...
Zambie	1966-70	6,5	19,4	3,0	5,6
Ouganda	1961-65	4,5	...	...	...
Madagascar	1964-68	5,5	...	...	...
<u>Afrique du centre</u>					
Cameroun	1961-65	5,5	...	...	...
Congo (Léopoldville)	1965-69	7,0	14-16 ^{b/}	5-6	...

Source : Plans nationaux de développement.

a/ Y compris la production minière et l'électricité.

b/ Y compris le bâtiment et la production d'électricité.

B. INVESTISSEMENT PREVU ET CARACTERISTIQUES DE LA

CROISSANCE INDUSTRIELLE

16. L'investissement et la structure de la croissance industrielle prévus aux plans actuels et futurs constituent un indicateur significatif des buts et de la stratégie du développement des divers pays africains. La plupart des plans économiques et sociaux qui présentent une répartition détaillée des investissements par secteur économique et donnent des renseignements sur la répartition des investissements entre les entreprises du secteur public et celles du secteur privé illustrent les différences de stratégie du développement, sinon les différences d'objectifs.

17. Chaque fois que nous avons pu obtenir des renseignements sur la part de l'industrie dans l'investissement public total avant la mise en oeuvre du plan et dans l'investissement total prévu au plan, nous avons constaté que les investissements consacrés à l'industrie, en pourcentage du total, étaient beaucoup plus faibles avant la mise en oeuvre du plan. Depuis l'accession à l'indépendance, l'Etat intervient de plus en plus dans le développement du secteur industriel par l'investissement direct de fonds publics. La part de l'industrie dans l'investissement total prévu s'est accrue durant l'ère de planification qui a suivi l'accession à l'indépendance (tableau 8).

TABLEAU 8

Part de l'industrie dans l'investissement public total avant
la mise en oeuvre du plan et dans l'investissement total prévu
au plan dans certains pays africains
 (en pourcentage)

	Part dans l'investissement public		Part dans l'investissement total prévu	
	Avant le plan	Pendant le plan	Secteur privé	Total
<u>Afrique du nord</u>				
Algérie	2,5 ^{a/}	...	...	...
Maroc	2,1 ^{b/}	28	...	22,8
Tunisie	0,3 ^{a/}	...	...	...
Soudan	9,0 ^{c/}	...	...	16,2
RAU (Egypte)	2,1 ^{a/}	23	...	28,8
<u>Afrique de l'ouest</u>				
Ghana	5,0	32	...	23,2
Sénégal	...	44	...	36
Nigéria	9,0	29	...	13
Mali	...	14	...	14
Mauritanie	...	50	...	41
Guinée	...	18	...	...
Cameroun	0,4 ^{d/}	10	...	...
<u>Afrique de l'est</u>				
Ethiopie	2,0	28	28	28
Kénya	...	20	...	...
Tanzanie	...	16	38	26
Malawi	...	24	...	...
Zambie	...	7	70	51
Ouganda	...	19	28	21
Madagascar	0,3 ^{d/}	5	36	16

Sources : Plans nationaux de développement économique et social.
 Organisation des Nations Unies, Développement industriel en Afrique
 1954-1955 et 1955-1956.

a/ 1951-53

b/ 1954.

c/ 1939/56.

d/ 1940-1955.

18. Dans les pays pour lesquels on dispose de données, la répartition des dépenses d'équipement entre les divers secteurs de l'économie révèle des différences dans la structure des investissements et dans l'ordre de priorité fixé au développement des divers secteurs économiques et sociaux. Dans la majorité des pays africains, le développement de services publics essentiels destinés à l'expansion de l'industrie, tels que fourniture d'énergie, transports et communications, et approvisionnement en eau, a une importance capitale pour la croissance de l'économie. Dans de très nombreux pays, le plan de développement économique accorde une grande attention et consacre de gros investissements à l'amélioration et à l'expansion des moyens de transport, des services d'approvisionnement en eau et en énergie, des réseaux de communication et autres éléments d'infrastructure nécessaires pour supprimer les goulots d'étranglement dans le secteur manufacturier, le secteur minier et les secteurs fournisseurs de produits. Les investissements attribués, notamment dans le secteur public, au développement de ces moyens essentiels, sont élevés, souvent plus élevés que pour le secteur manufacturier. Le tableau 9 montre la part des moyens essentiels par rapport à celle du secteur manufacturier et des autres secteurs industriels dans l'investissement total prévu par certains pays africains.

TABLEAU 9

Part de l'investissement total consacrée au développement des services publics essentiels et de l'industrie dans quelques pays africains (en pourcentage)

	Période du plan	Pourcentage de l'investissement total	
		Services publics ^{a/}	Industrie ^{b/}
Afrique du nord			
Maroc	1957-1965	9,7	22,8
Tunisie	1962-1971	...	...
Libye	1963-1968	38,6	4,0
Soudan	1961-1970	39,7	...
RAU - Egypte	1960-1970	27,8	28,8
Afrique de l'ouest			
Ghana	1963-1970	23,0 ^{c/}	20,0 ^{c/}
Sénégal	1964-1965	...	...
Nigéria	1962-1968	45,0 ^{c/}	12,0 ^{c/}
Mali	1961-1965	48,0	14,0
Mauritanie	1963-1966	50,0	30,0 ^{c/}
Sierra Leone	1962-1967	37,0 ^{c/}	9,0 ^{c/}
Cameroon	1961-1965	10,0 ^{c/}	41,0 ^{c/}
Haute-Volta	1963-1967	28,0 ^{c/}	22,0 ^{c/}
Afrique de l'est			
Ethiopie	1963-1967	35,0 ^{d/}	28,0 ^{c/}
Kénya	1964-1970	23,0 ^{c/}	20,0 ^{c/}
Tanzanie	1967-1969	37,0 ^{c/}	16,0 ^{c/}
Malawi	1965-1969	33,0 ^{c/}	24,0 ^{c/}
Zambie	1966-1970	40,0 ^{d/}	17,0 ^{c/}
Ouganda	1961-1966	17,0 ^{d/}	21,0 ^{c/}
Madagascar	1964-1971	50,0	16,0

Source : Plans nationaux de développement.

a/ Electricité, gaz, eau, transports et communications.

b/ Industries manufacturières et de transformation et industries extractives.

c/ Investissement public (seulement).

d/ Y compris les bâtiments et le logement.

C. DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE LOURDE ET DE L'INDUSTRIE LEGERE

19. Bien qu'il ne soit pas facile de ramener des activités industrielles complexes et multiples à quelques grandes catégories, on a essayé de le faire dans une étude de l'Organisation des Nations Unies intitulée : "Aperçu de l'expansion industrielle 1938-1958", ainsi que dans d'autres études sur le développement industriel. L'industrie a été subdivisée en gros en "biens de consommation" et "biens de production", ces derniers comprenant les produits intermédiaires et les biens d'équipement. Elle a été subdivisée en deux autres groupes, "industrie manufacturière lourde" et "industrie manufacturière légère", le premier englobant les industries productrices de biens intermédiaires et de biens d'équipement et le deuxième englobant les industries productrices de biens de consommation. Bien que cette répartition ne donne pas toute satisfaction pour les besoins de l'analyse, on classe dans les "industries légères" la production de denrées alimentaires, boissons et tabacs, textiles, vêtements et chaussures, articles en cuir, articles en caoutchouc, ainsi que l'imprimerie et l'édition. Les "industries lourdes" intéressent les activités et produits suivants : papier, produits chimiques, produits minéraux non métalliques, métallurgie de base, ouvrages en métaux, machines, équipement électrique et non électrique.

20. On trouvera au tableau 10 une ventilation par grandes catégories et par sous-régions de l'industrie manufacturière, lourde et légère, depuis 1958. Les chiffres présentés donnent la répartition, en pourcentage, de la valeur ajoutée selon les grands groupes d'industries dans les différentes sous-régions. Ni les industries légères ni les industries lourdes ne se répartissent uniformément parmi les sous-régions. Les deux catégories d'industries sont concentrées en Afrique du Sud. Vient ensuite l'Afrique du nord. Les trois autres sous-régions, est, ouest et centre, fournissent à peu près 17 pour 100 de la production industrielle légère et environ la même proportion de production lourde.

TABLEAU 10-
Production des grands groupes d'industries dans
les sous-régions africaines en 1958
(en pourcentage du total pour chaque groupe)

Industries manufacturières	Afrique du Sud	Afrique du nord	Afrique du centre	Afrique de l'est et de l'ouest	Afrique
Produits alimentaires, boissons, tabacs ^{a/}	37	39	17	7	100
Textiles	25	65	9	1	100
Vêtements, chaussures, habillement	79	15	5	1	100
Articles en bois, meubles	60	16	8	16	100
Papier et ouvrages en papier ^{b/}	78	16	4	2	100
Total des industries légères	47	36	6	11	100
Produits chimiques, caoutchouc, pétrole ^{c/}	60	27	6	7	100
Produits minéraux non métalliques	49	26	20	5	100
Métallurgie de base	54	4	36	6	100
Ouvrages en métaux, machines ^{d/}	73	19	7	1	100
Total des industries lourdes	64	19	13	4	100

Source : Organisation des Nations Unies, Annuaire statistique 1962.
Organisation internationale du Travail, Deuxième Conférence régionale africaine, Addis-Abéba, 1964, Rapport du Directeur général, Annexe, tableau 10, page 139.

a/ Y compris la transformation de matières premières agricoles.

b/ Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.

c/ Y compris les machines électriques et le matériel de transport.

21. La ventilation par pays de la valeur ajoutée par les divers groupes d'industries, lourdes et légères, vers 1960, fait apparaître des différences de structure et de développement du secteur manufacturier entre les divers pays et les diverses sous-régions (tableau 11).

22. Ces dernières années, la valeur ajoutée engendrée par les industries légères a représenté 75 pour 100 ou plus de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière dans la plupart des pays africains : Libye, Soudan, Ghana, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Malawi, Rwanda, Burundi, Ile Maurice, etc. Dans certains pays (Rwanda, Burundi, Ethiopie), la contribution de l'industrie lourde n'a été que de 7 à 10 pour 100 de la production manufacturière, et probablement aussi dans d'autres pays comme la Somalie et le Niger, où le secteur manufacturier est assez réduit et où l'industrie en est à ses débuts.

23. Dans les pays où l'industrie manufacturière n'est pas récente et où l'industrie légère des biens de consommation est relativement plus développée, on peut déceler, depuis quelques années, l'importance grandissante accordée au développement de l'industrie lourde dans l'investissement consacré à l'industrie manufacturière, comme le révèle le plan de développement économique et social de plusieurs pays africains, dont la République arabe unie, la Tunisie et le Sénégal^{1/}.

1/ L'industrie lourde, au titre du plan de développement économique de l'Egypte, fournit environ 71,6 pour 100 de l'augmentation de la production manufacturière et absorbe 77,3 pour 100 de l'investissement total dans l'industrie. En Tunisie, l'expansion de l'industrie lourde représente 55,4 pour 100 de l'augmentation de la production manufacturière et 72,3 pour 100 des investissements. Au Sénégal, environ 54,8 pour 100 de l'augmentation de la production manufacturière doit venir du développement de l'industrie lourde, qui absorbera environ 63,5 pour 100 de l'investissement dans le secteur manufacturier.

TABIEAU 11
Structure des industries manufacturières : ventilation en pourcentage de la valeur ajoutée
par les grands groupes d'industries lourdes et d'industries légères dans les sous-régions africaines

	Industries légères				Industries lourdes			
	Alimentation, boissons, tabac	Textiles, confection, cuir	Bois et meubles	Papier, imprimerie, édition	chimiques, pétrole, charbon, caoutchouc	Minéraux non métalliques	Métallurgie de base, ouvrages en métaux, machines, etc.	Divers
<u>Afrique du nord</u>								
Algérie	40	11	4	3	5	9	23	2
Libye	50	11	...	...	...	...	...	...
Maroc	38	23	4	3	5	6	20	1
Tunisie	38	19	5	3	10	5	18	2
Soudan	62	5	...	5	9	10	4	...
RAU	24	46	2	10	5	8	8	1
<u>Afrique de l'ouest</u>								
Ghana	38	1	42	3	4	2	9	1
Sénégal	53	6	2	2	1	3	7	26
Nigéria	37	4	17	2	27	4	5	7
Côte-d'Ivoire	47	14	14	2	8	...	10	4
Mauritanie								
Sierra Leone								
Ginée								
<u>Afrique de l'est</u>								
Ethiopie	45	38	3	2	1	5	...	6
Kénia	38	8	10	3	12	11	18	1
Malawi	53	4	3	2	...	...	9	29
Zambie	33	3	5	...	...	14	38	7
Rhodésie	24	15	4	2	9	6	30	10
Ouganda								
Tanzanie								

TABLEAU 11 (suite)

	Industries légères				Industries lourdes			
	Alimentation, boissons, tabac	Textiles, confection, cuir	Bois et mobilier, impression, édition		Chimiques, pétrole, charbon, caoutchouc	Minéraux non métalliques	Métallurgie de base, ouvrages en métaux, ma- chines, etc.	Divers
<u>Afrique du centre</u>								
République centra- fricaine	19	27	-	-	-	54	-	-
Congo (Léopoldville)								
Congo (Brazzaville)								
Tchad								
Cameroun								
Gabon								
<u>Afrique du sud</u>								
Rwanda-Burundi	80	11	...	...	4	2	...	3
Mozambique	48	-	-	-	-	52	-	-
République sud-africaine	19	14	9	12	12	7	31	3
Total de l'Afrique	25	25	8,6	5,2	5,2	7	21,3	6,0
<u>Afrique moins l'Afrique du Sud</u>	29	30	9,1	4,4	4,4	6,5	14,3	6,0

Source : Organisation des Nations Unies

24. La structure par secteur de l'industrie manufacturière est assez étroitement liée au degré de développement industriel. Il en est ainsi pour les pays africains au même titre que des autres régions. Aux premiers stades du développement, les industries légères (produits alimentaires, boissons, tabacs, textiles, vêtements, chaussures) sont généralement favorisées par rapport aux industries lourdes (produits chimiques, métallurgie de base, transformation des métaux et industries mécaniques), en raison du volume de capitaux nécessaires, du degré de compétences requises et des dimensions du marché qu'une éventuelle industrie pourrait desservir. A l'exception de quelques pays africains où la métallurgie de base a pris une ampleur exceptionnelle pour l'exportation (cas de la Rhodésie et de la Zambie avec la zone du cuivre), de la République sud-africaine, où les industries métallurgique, chimique et du caoutchouc sont assez avancées, et de certains pays d'Afrique du nord où l'on a créé quelques industries chimiques et métallurgiques, l'industrie légère est jusqu'à présent prédominante. Ainsi la part de l'industrie lourde va de moins de 10 pour 100 à plus de 50 pour 100 selon les pays. Ce dernier chiffre s'applique à la Rhodésie, à la Zambie et à la République sud-africaine, mais seule cette dernière a une industrie lourde dont on peut dire qu'elle est relativement diversifiée.

25. Nombre de pays peu industrialisés mettent de plus en plus l'accent depuis quelques années sur le développement de plusieurs branches de l'industrie lourde (ciment, produits minéraux non métalliques, engrais, produits chimiques, par exemple) et sur la production d'un certain nombre d'articles métalliques dont les ustensiles de table et de cuisine, les outils et instruments simples, le montage de matériel de transport, d'appareils de réfrigération et d'autres appareils électriques à partir principalement de pièces importées.

26. Plusieurs pays africains à des degrés divers d'industrialisation envisagent de lancer ou ont déjà lancé divers projets de développement de l'industrie lourde selon les modalités précitées : ciment et autres produits minéraux non métalliques au Ghana, au Soudan, en Tunisie, en Ethiopie, en République arabe unie et dans divers autres pays; développement de la production de ciment et d'engrais au Soudan, en République arabe unie, en Ethiopie, en Tunisie, au Sénégal, en Nigéria; usines de montage de matériel agricole et de matériel de transport au Mali, en République arabe unie et dans certains pays d'Afrique de l'est et de l'ouest; usines sidérurgiques en Nigéria, au Ghana, au Libéria et dans les pays du Maghreb; création prochaine d'une industrie sidérurgique en Ethiopie, mise en service prochaine d'une usine sidérurgique au Tanganyika, expansion appréciable en République arabe unie et en Rhodésie; aluminium et ouvrages en aluminium au Ghana, en RAU et dans quelques autres pays. Ces exemples illustrent la tendance à la diversification et à la sélection dans le développement de l'industrie lourde de divers pays africains. Dans plusieurs de ces pays, on a fixé pour l'industrie lourde un taux de croissance plus élevé que pour l'industrie légère. Nombre de plans de développement révèlent une prise de conscience de la nécessité d'augmenter, en volume et en valeur, la production des biens intermédiaires et des biens d'équipement nécessaires pour que le taux de croissance élevé fixé à l'économie soit atteint. Les pays intéressés mettent donc fortement l'accent sur le développement de la fabrication de certains biens d'équipement et de certains produits intermédiaires.

CHAPITRE III

INFLUENCE DU COMMERCE EXTERIEUR SUR LA STRUCTURE ET

LES CARACTERISTIQUES DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

27. Dans la plupart des pays africains, le développement de l'industrie manufacturière intervenu pendant la deuxième guerre mondiale et après la guerre visait surtout la fabrication de produits destinés à remplacer les importations, et dans certains d'entre eux il intéressait surtout les industries desservant l'exportation. La plupart de ces dernières travaillent les ressources du pays, notamment les ressources assez abondantes de minéraux et de produits agricoles et sylvicoles auxquels on fait subir une transformation ou un traitement avant exportation. Les industries ainsi établies sont fonction aussi bien des ressources que des marchés. Citons quelques exemples frappants : métaux non ferreux dans la zone du cuivre et en Afrique de l'est et du nord, ouvrages en bois au Gabon, au Ghana, en Nigéria, en Côte-d'Ivoire, au Kenya et en Afrique du Sud, conserves de poisson dans le Sud-Ouest africain, en Angola et au Maroc, huile végétale au Sénégal, en Nigéria et dans d'autres pays d'Afrique de l'ouest et du nord, traitement simple des fèves de cacao, des grains de café, des feuilles de thé, défibrage du sisal et transformation d'autres produits agricoles d'exportation dans plusieurs pays dont le Ghana, la Nigéria, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie.

28. De nombreux pays ont développé leurs industries légères (produits alimentaires, boissons, tabac, textiles, vêtements, chaussures, meubles, savon, parfumerie et autres biens de consommation) pour approvisionner le marché intérieur sans recourir à l'importation. Plus récemment, le remplacement des importations intéresse progressivement les industries productrices de biens intermédiaires et de divers biens d'équipement dans un plus petit nombre de pays.

29. Les pays africains qui en sont aux débuts de leur industrialisation comptent développer leur production de biens de consommation, notamment dans l'industrie légère, pour être moins les titulaires des importations

et pour libérer leurs gains en devises en faveur de l'importation de biens d'équipement et de biens de production dont la fabrication exige davantage de capitaux ainsi que des techniques relativement plus modernes et des compétences supérieures. Les autres pays, dont l'industrialisation est plus avancée, progressent sur la voie du remplacement des importations de biens de consommation lourds, de biens de production et de divers biens d'équipement. Cependant, à l'exception peut-être de la République sud-africaine, aucun pays africain n'a atteint un tel degré de développement industriel qu'il n'ait été obligé pour développer l'industrie des biens de consommation lourds et créer une industrie des produits intermédiaires, d'augmenter ses importations de produits semi-finis et de matières premières nécessaires à l'expansion de l'industrie lourde.

30. D'après les renseignements disponibles sur le volume et la composition des importations de plusieurs pays dont l'industrie de remplacement des importations s'est développée de 1950 à 1960, la part des biens de consommation légers aurait diminué en valeur. Par contre, la part des biens de production intermédiaires et des biens d'équipement a sensiblement augmenté, entraînant un déficit croissant de la balance commerciale.

31. Le tableau 12 montre l'évolution de la composition des importations entre 1950 et 1960 pour divers pays africains dont l'industrie manufacturière est plus ou moins développée. Les importations de produits alimentaires, de boissons, de tabac et d'autres biens de consommation ont diminué en valeur, celles de combustibles, de matières premières et de produits semi-finis a augmenté. Les importations de machines et d'équipement ont fortement augmenté dans la plupart des pays.

TABLEAU 12

Evolution de la composition des importations dans les pays africains entre 1950 et 1960
(en pourcentage de la valeur totale)

Pays	Alimentation, boissons, tabacs			Autres biens de consommation			Combustibles, matières premières, demi-produits			Machines, équipement		
	1950	1955	1960	1950	1955	1960	1950	1955	1960	1950	1955	1960
Algérie	22	21	24	35	36	32	25	27	22	18	16	19
Maroc	25	24	21	28	33	27	26	28	38	21	15	14
Tunisie	16	21	19	39	37	30	27	29	32	18	13	19
Soudan	36	26	17	23	26	23	29	31	36	12	17	24
RAU - Egypte	30	18	22	18	17	7	37	47	46	15	21	25
Sierra Leone	...	25 ^{a/}	23	...	46 ^{a/}	50	...	10 ^{a/}	10	...	19 ^{a/}	17
Ghana	...	22 ^{b/}	19	111	46 ^{b/}	42	...	15 ^{b/}	13	...	17 ^{b/}	26
Cameroun	...	17	19	...	39	36	...	19	12	...	25	23
Nigéria	...	14 ^{a/}	14	...	54 ^{a/}	51	...	10 ^{a/}	11	...	22 ^{a/}	24
Libéria	...	22	18	...	46	37	...	7	12	...	25	33
Togo	...	19	14	...	52	...	...	21	...	...	8	31
Congo (Léo.)	...	12	11	...	21	22	...	32	31	...	35	36
Rhodésie et Nyassaland	...	10	8	...	47	46	...	9	10	...	34	36
Kénya	...	...	8	...	...	40	...	...	34	...	...	18
Mozambique	15	14	...	42	40	...	18	17	...	25	29	...
Afrique du Sud ^{c/}	7	5	5	27	34	20	33	23	28	33	38	37

Sources : Organisation des Nations Unies, Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950, numéro de vente 59.11.K.1.
Publications nationales sur les statistiques commerciales.
Organisation des Nations Unies, Yearbook of International Trade Statistics, 1960, numéro de vente 61.XVII.9.
Commission économique pour l'Afrique, Bulletin économique pour l'Afrique, vol. II, No. 1, janvier 1962, No. de vente 62.11.K.1.

a/ Chiffres relatifs à l'année 1956.

b/ Chiffres relatifs à l'année 1957.

c/ Y compris le Sud-Ouest africain.

32. Abstraction faite de l'Afrique du Sud, la valeur des importations africaines a augmenté de quelque 147 pour 100 de 1950 à 1963. L'augmentation a été beaucoup plus forte pour les machines et le matériel de transport (environ 181 pour 100), comme pour les produits intermédiaires (environ 159 pour 100 contre 143 pour 100 seulement en valeur pour les biens de consommation). Dans le même temps, les importations de biens de consommation sont tombées de 42 à 35 pour 100 de la valeur totale des importations et les importations de produits intermédiaires ont légèrement augmenté, passant de 29 pour 100 à 34 pour 100. Les machines et le matériel de transport sont passés de 29 à 31 pour 100 de la valeur des importations (tableau 13).

TABLEAU 13

Evolution de la composition des importations africaines
de produits manufacturés (1950-1963)^{a/}

	Valeur des importations		Variation entre 1950 et 1963 (en pourcentage)
	1950	1963	
	(en millions de \$ EU)		1950 = 100
Biens de consommation	976	2.000	143
Produits intermédiaires	705	1.958	159
Machines et matériel de transport	691	1.748	181
Total	2.372	5.705	147

Source : Voir Annexes A et B.

a/ : Non compris l'Afrique du Sud.

A. OBJECTIFS DU REMPLACEMENT DES IMPORTATIONS

33. Les plans de développement des pays africains, quand ils fixent des objectifs de production, insistent sur l'accroissement de la production des biens de consommation léger, en général, et dans une moindre mesure de certains biens de consommation durables en vue de restreindre la proportion des biens de consommation manufacturés dans le volume total des importations. Au tableau 14, on a comparé les taux de croissance annuels prévus, dans les plans de développement de divers pays, pour les exportations, les importations, la formation de capital fixe et la consommation (publique et privée). Selon les chiffres, les importations totales sont appelées à s'accroître à une cadence beaucoup moins rapide que les exportations dans sept pays (Tunisie, Soudan, RAU, Ghana, Malaisie, Nigéria et République du Congo). Ces pays ont tous insisté, dans leurs plans, sur l'expansion rapide du remplacement des importations de biens de consommation et, pour quelques-uns, sur le remplacement des importations de divers biens de production. En revanche, les données fournies dans les plans de cinq pays (Maroc, Côte-d'Ivoire, Mali, Kenya et Tanzanie) indiquent que les taux d'accroissement prévus pour les importations sont sensiblement plus élevés que dans le cas des exportations, tout en étant bien inférieurs aux taux de croissance annuels de la formation de capital. Si l'on prévoit un accroissement rapide des taux de formation de capital sans accorder une importance analogue à la rapidité de l'expansion de la production intérieure des biens d'équipement lourds et des biens intermédiaires (expansion qui est nécessaire pour que les taux de croissance ambitieux du produit intérieur soient atteints), il faut augmenter davantage le taux d'accroissement des importations de ces biens qui sont indispensables au développement. Malheureusement, les plans actuels de la plupart des pays africains ne contiennent que peu de données sur la composition future des importations. Dans quelques pays cependant (Kenya, RAU, Ghana, Nigéria, Mali et Sénégal notamment), les données fournies dans les plans sur la répartition des importations prévues entre biens de consommation, biens de production et biens d'équipement (tableau 15) montrent que les importations de biens d'équipement

TABLEAU 14

**Taux d'accroissement prévus pour les importations et les exportations
dans les plans de développement des pays africains**

(Taux de croissance annuels composés)

Pays	Importations	Exportations	Formation de capital	Consommation	
				Privée	Publique
Maroc	7,0	4,8	19,4	4,4	6,4
Tunisie	2,5	7,2	10,3	4,0	-
Soudan	2,0	4,7	4,9	4,3	5,6
RAU	1,2	11,5	11,5	4,9	4,4
Ghana	4,8	15,3	8,0	5,9	-
Côte-d'Ivoire	6,9	6,3	10,3	6,2	4,9
Mali	12,2	9,0	...	...	...
Mauritanie	-0,5	49,4	-8,0	5,1	3,2
Nigéria	-4,0	5,5	5,6	4,4	-
Sénégal	...	...	14,0	...	...
Congo (Brazzaville)	3,3	9,5	19,2	...	...
Congo (Léopoldville)	12-21 a/	...	14-16	...	...
Ethiopie	...	...	12,2	3,3	7,5
Kénya	11,2 a/	5,5	...	...	...
Tanzanie	6,6	5,1	14,6	4,7	5,0
Ouganda	...	...	...	...	...
Zambie	...	...	8,6 b/	6,0	8,6

Sources : Renseignements extraits des plans nationaux de développement économique et social des divers pays ; Conseil économique et social des Nations Unies, Commission économique pour l'Afrique, Plans africains de développement : Données générales et quelques indicateurs, E/CN.14/336, 14 janvier 1965.

a/ Biens d'équipement seulement.

b/ Investissements publics seulement; taux d'accroissement annuel prévu pour les investissements privés : 15,5 pour 100.

TABLEAU 15

Taux d'accroissement annuels prévus pour les importations de biens de consommation, de biens de production et de biens d'équipement

Pays	Importations totales	Biens de consommation	Biens de production	Biens d'équipement
RAU	- 1,2	- 2,2	- 4,0	+ 3,8
Kénia	+ 5,5	+ 2,1	+ 6,1	+ 11,2
Ghana	+ 4,0	+ 0,6	+ 6,2	+ 6,2
Nigeria				
Sénégal				
Mali				

Source: Plans nationaux de développement économique et social.

doivent augmenter à une cadence annuelle de 3,8 pour 100 en RAU et d'environ 11,2 pour 100 au Kénia mais qu'en revanche, dans ce dernier pays, l'augmentation des importations de biens de production et de consommation sera beaucoup plus lente (6,1 pour 100 et 2,1 pour 100 respectivement). En République arabe unie, l'expansion prévue pour les industries manufacturières et extractives concerne non seulement le développement rapide de la production destinée à remplacer les importations (biens de production et biens de consommation) mais accorde aussi la priorité à la production de biens d'équipement. De ce fait, le plan prévoit que les importations de biens de consommation diminueront à une cadence de 1,2 pour 100 par an et celles de biens de production à un rythme de 4 pour 100 tandis que les importations de biens d'équipement continueront d'augmenter de 3,8 pour 100 par an.

34. Pour le Ghana, le Mali, la Nigeria et le Sénégal réunis, les projections indiquent que les taux d'accroissement des importations de biens de production et de biens d'équipement seront très supérieurs à ceux des

importations de biens de consommation qui accuseront une diminution appréciable par suite de la multiplication des produits de remplacement des importations prévue dans ces pays.

Le tableau 16 montre, pour les pays où les données sont suffisantes pour permettre une comparaison, l'importance relative accordée à l'expansion de la fabrication des produits légers et lourds destinés à remplacer les importations.

35. Dans les pays africains pour lesquels on possède des données (voir tableau 17), les importations de produits manufacturés représentent encore un très fort pourcentage de la production brute des industries manufacturières (en valeur ajoutée). Au cours des dernières années, ces importations sont entrées pour 25 à 33,3 pour 100 dans la valeur brute de la production du secteur manufacturier dans quelques pays seulement, dont la République arabe unie et la République sud-africaine où le taux d'accroissement de la production destinée au remplacement des importations était plus élevé que dans la plupart des pays africains. Dans d'autres pays, le taux d'accroissement de cette production obtenu grâce à l'expansion dans ce sens de la production intérieure des industries manufacturières n'a pas été tel qu'il puisse susciter une réduction appréciable des importations de produits manufacturés, évaluées en pourcentage de la production intérieure des industries manufacturières. Les importations de produits manufacturés ont représenté de 55 à plus de 75 pour 100 de la production intérieure des industries manufacturières en Tunisie, au Gabon, au Maroc et en Algérie (pour ne citer que quelques exemples) tandis qu'elles dépassaient 92 pour 100 de la valeur brute de cette production au Soudan, au Ghana, en Nigéria et au Tchad (pour en citer quelques autres). Dans de nombreux autres pays, la valeur des importations de produits manufacturés dépasse celle de la production intérieure des industries manufacturières et, dans quelques cas (Cameroun et République du Congo), elle est supérieure au double. Ces chiffres semblent indiquer qu'il existe encore, pour les industries de remplacement des importations, de vastes perspectives d'expansion sauf dans les pays relativement plus industrialisés où les importations de produits

TABLEAU 16

Proportion revenant dans certains pays africains aux industries des biens de consommation légers^{a/} et aux industries lourdes^{b/} dans le total des investissements^{c/} prévus pour le secteur des industries manufacturières et dans l'accroissement total de la production de ce secteur

Pays	Taux d'accroissement prévus		Pourcentage des biens de consommation légers		Pourcentage des industries lourdes	
	Secteur des industries manufacturières	Biens de consommation légers	dans l'accroissement de la production des industries manufacturières	dans le total des investissements	dans l'accroissement de la production des industries manufacturières	dans le total des investissements
Ethiopie	27,3	22,3	69,2	37,5	30,8	62,5
Ghana	8,0	11,9	72,7	...	27,3	...
Sénégal	15,5	8,0	45,2	36,5	54,8	63,5
Tunisie	8,0	7,1	44,6	23,7 ^{d/}	55,4	76,3 ^{d/}
Soudan	21,2	...	...	95,7 ^{e/}	...	4,3 ^{e/}
RAU (Egypte)	13,4	7,6	28,4	22,7	71,6	77,3

Source : Plans nationaux de développement des divers pays.

- a/ Produits alimentaires, boissons, tabac, textiles, vêtements et chaussures.
- b/ Biens de consommation durables, biens de production et biens d'équipement.
- c/ Sauf indication contraire, investissements bruts en capital fixe.
- d/ Investissements nets.
- e/ Investissements publics seulement.

manufacturés ne représentent qu'un faible pourcentage de la production intérieure des industries manufacturières. Pour développer encore leurs industries manufacturières, ces pays devront, dans les années à venir, s'intéresser davantage à la croissance et à l'expansion des industries orientées vers l'exportation. Les efforts déployés par l'Afrique du Sud pour développer et la production destinée au remplacement des importations et les exportations de produits manufacturés en créant les industries correspondantes ont donné des résultats concluants. En 1960, l'Afrique du Sud avait importé 485,5 millions de livres sud-africaines environ de produits manufacturés tandis que les exportations de produits manufacturés fabriqués localement représentent environ 179,3 millions de livres sud-africaines, soit près de 36,9 pour 100 de la valeur des importations de produits manufacturés. La République arabe unie, où le remplacement des importations de biens de consommation légers et lourds a permis de réduire fortement le pourcentage de ces biens dans les importations totales, s'efforce actuellement de pousser l'exportation des produits de ses industries manufacturières les plus anciennes (textiles de coton et de rayonne, cuir et chaussures, ciment et mobilier) ainsi que celle des produits des industries de création plus récente (produits en caoutchouc, produits chimiques, ouvrages en métal et produits des industries mécaniques et électriques). Elle veut ainsi obtenir en plus grande quantité les devises dont elle a besoin pour maintenir la formation de capital à un niveau plus élevé et accélérer les taux de croissance économique. Au cours des dernières années, toutefois, la valeur des exportations de produits manufacturés n'a représenté en RAU que 10 à 12 pour 100 de la valeur des importations de ces produits. Le tableau 18 indique, pour les dernières années, la valeur des exportations de produits manufacturés de certains pays africains.

36. La majeure partie des importations destinées aux industries manufacturières africaines se compose sans doute de produits intermédiaires qui n'ont pas encore atteint le stade de la transformation finale dans les industries du continent. Toutefois, l'Afrique produit des matières premières variées qui servent à la fabrication d'une longue série de produits intermédiaires qu'utilisent les industries manufacturières.

TABLEAU 17

Demande totale de produits industriels et pourcentage de la production locale
des industries par rapports à la demande dans certains pays africains
(pour les années indiquées)

Pays et année	Valeur des im- porta- tions	Valeur ajoutée par l'in- dustrie locale	Demande totale	Production intérieure en pourcen- tage de la demande to- tale
(en millions de dollars des Etats-Unis)				
Algérie ^{a/}	237,0	303,9	541,0	56,1
Maroc ^{a/}	122,0	207,5	329,5	63,0
Tunisie ^{a/}	56,3	81,4	127,7	63,7
Soudan ^{a/}	15,1	16,4	31,5	52,0
RAU ^{a/}	517,4	1.628,8	2.146,2	75,9
Ghana ^{a/}	355,7	29,4	385,1	7,6
Nigéria ^{a/}	547,0	44,0	591,0	7,5
Cameroun ^{b/}	76,5	36,5	113,0	32,3
Tchad ^{b/}	19,9	30,0	49,9	60,1
Gabon ^{b/}	39,6	8,6	48,2	17,8
Congo (Léopoldville)	243,8	226,0	469,8	48,1
Congo (Brazzaville)	48,6	21,2	69,8	30,4
République centrafricaine ^{b/}	20,4	21,2	41,6	51,0
Afrique du Sud ^{c/}	1.369,3	1.384,0	2.753,3	50,2

Source : Commission économique pour l'Afrique, Division de l'industrie, 1965.

^{a/} 1960-1961.

^{b/} 1963-1964.

^{c/} 1960.

TABLEAU 18

Valeur des exportations de produits manufacturés réparties par groupes d'industries, en 1963

Pays	Monnaies	Produits alimentaires, boissons, tabac	Textiles, vêtements, cuir	Bois produits en bois	Produits chimiques	Métaux, ouvrages en métal	Corps gras et sous-produits	Ciment, verre, etc.
Algérie	Millions de dirhams	241,1	13,4	...	23,8	18,2	C,3	1,5
Maroc	Millions de livres égyptiennes	25,0	29,2	0,2	0,3	...	1,2	2,0
Tunisie	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
R.A.U.	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
Soudan	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
Libye	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
Ghana	Millions de livres	3,6	...	13,1	1,3	...	C,1	...
Nigéria	Millions de livres	2,9	...	6,8	0,2	...	16,1	...
Sierra Leone	Millions de livres	...	...	...	...	...	C,03	...
Côte-d'Ivoire	Milliards de francs	1,2	0,2	12,4	0,1	...	C,07	...
Sénégal	Milliards de francs	2,6	0,2	...	0,09	0,32	11,52	...
Dahomey	Milliards de francs	0,1	...	...	0,02	...	C,47	...
Niger	Milliards de francs	0,08	...	...	-	-	C,25	...
Mali	Milliards de francs	0,51	0,02	...	...	...	C,04	...
Cameroon	Milliards de francs	1,84	...	1,83	0,02	...	0,11	...
Gabon	Milliards de francs	...	...	9,46	0,12	12,43	2,78	0,07
Congo (Léopoldville)	Milliards de francs	...	0,04	0,48	...	...	...	...
Guinée	Millions de dollars éthiopiens	7,02	...	...	0,03	...	1,33	...
Ethiopie	Millions de livres	4,53	...	0,14	2,04	0,70	C,26	0,50
Kenya	Millions de livres	0,31	...	0,08	...	3,61	1,66	...
Ouganda	Millions de livres	1,20	...	0,31	0,39	...	1,50	...
Tanganyika	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
Zambie	Millions de livres	5,33	2,11	...	...	129,8	C,39	...
Malawi	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
Rhodésie	Millions de livres	...	...	...	...	...	...	...
Afrique du Sud	Millions de livres sud-africaines	75,0	...	...	31,32	...	8,93	...

en expansion du continent. Néanmoins, nombre de pays africains importent d'outre-mer un volume accru de produits manufacturés intermédiaires, dont les facteurs de production essentiels peuvent avoir été fournis par l'Afrique. Dans l'ensemble, l'Afrique est nette importatrice de cuir pour chaussures, de bois pour mobilier et accessoires, de pâte de bois pour la fabrication du papier, d'ouvrages en métaux non ferreux, de produits de tannage du cuir, de teintures pour les textiles, etc. Or, ses exportations nettes se composent de cuirs et peaux, de sciages, de métaux de base non ferreux (cuivre, étain, zinc, plomb et aluminium), de pigments, d'indigo, de colorants dérivés du goudron de houille et autres substances colorantes ou tannantes, produits qui servent tous à la fabrication des produits intermédiaires correspondants qui sont, à leur tour, importés. Ces facteurs de production pourraient probablement être fabriqués sur place avec des matières premières locales, une partie étant utilisée pour alimenter les industries en voie de développement, l'autre partie étant exportée à un prix supérieur à celui qui est pratiqué actuellement alors qu'ils sont exportés sous forme primaire. De plus, il est évident que ces produits ne font l'objet que d'échanges intra-régionaux très limités. En dehors du fait que ces biens intermédiaires qui constituent les facteurs de production nécessaires aux industries actuelles, sont fabriqués en quantités insuffisantes, cette situation explique en partie le manque de coordination qui caractérise le développement des industries manufacturières de ces pays.

B. OBJECTIFS DE L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

37. L'un des objectifs déclarés des pays africains est de diversifier la production et les exportations. La mise en oeuvre de cette politique a généralement revêtu plusieurs formes, l'une d'entre elles étant le développement de la transformation locale des produits primaires et l'expansion de la capacité industrielle. En général les progrès réalisés dans la diversification de la production des industries manufacturières se sont répercutés davantage sur le remplacement des importations que sur les exportations. Les mesures qui ont été prises avant l'indépendance pour que la transformation des produits primaires favorise les

38. Etant donné l'éventail assez réduit des exportations de la majorité des pays africains, un certain nombre d'entre-eux ont entrepris de transformer leurs produits primaires pour les exporter. C'est le cas du cuivre de la Rhodésie, de la Zambie et de la République démocratique du Congo, du sucre brut et des mélasses de l'île Maurice, du Mozambique et, dans une certaine mesure de l'Angola, des produits à base de poisson de l'Angola et du Sud-ouest africain, des sciages du Gabon, du Ghana, de la Nigéria et des autres pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique du centre, ces derniers pays se contentant en général d'exporter leurs produits forestiers après les avoir simplement toupillés et équarris.

and also in determining whether or not the defendant has been exposed to

40. De 1950 à l'heure actuelle, la valeur des produits des industries extractives exportés après un traitement simple et celle d'un certain nombre de produits manufacturés ont accusé une augmentation sensible dans un grand nombre de pays africains (tableau XIX). A mesure que l'industrialisation progresse, ces exportations se diversifient davantage, spécialement dans les pays africains où la production, y compris la production industrielle, a elle-même atteint un certain niveau de diversification. Tel est le cas de l'Afrique du Sud depuis 1950 à peu près, et plus récemment, celui de la République arabe unie, du Kenya, de la Rhodésie, du Maroc et de l'Algérie. Il convient de signaler, toutefois, que la plus grande partie des exportations de produits manufacturés intéresse surtout quelques produits ou quelques catégories industrielles importantes. Viennent en tête des exportations des produits manufacturés de la RAU, les textiles, les produits dérivés du pétrole et le riz usiné qui représentaient, en 1963, 82 pour 100 du total des exportations de produits manufacturés de ce pays; la même année, les exportations de métaux de base non ferreux, de produits sidérurgiques, de produits carnés, de vêtements et de chaussures figuraient pour plus de 96 pour 100 dans les exportations combinées de produits manufacturés de la Rhodésie et du Malawi. Plus des deux-tiers des produits transformés exportés par le Maroc et l'Algérie provenaient, ces dernières années, des industries suivantes : produits alimentaires, boissons alcooliques, pâte à papier, cuir, textiles et produits chimiques.

41. Les produits alimentaires, les corps gras et leurs sous-produits viennent en tête dans les exportations de produits manufacturés du Sénégal, de la Nigéria, du Niger, du Tanganyika, du Dahomey, du Mali et de Madagascar. Parmi les produits industriels exportés par la Zambie, la Rhodésie, l'Ouganda et le Congo figurent essentiellement les métaux bruts et les métaux de base non ferreux. Le bois et les produits en bois occupent la première place dans les exportations de produits industriels du Gabon, de la Côte-d'Ivoire et du Ghana; ils viennent après les huiles végétales en Nigéria. Toutefois, les exportations dites

Importation des importations de produits manufacturés dans les pays africains

Pays	Monnaie	Valeur des exportations (en prix courants)		Exportations de produits manufacturés en pourcentage des exportations totales de produits			
		1950	1959	1953	1950	1959	1953
Algérie	millions de francs	67,7	...	...	68,3	...	...
Mali	millions de dirhams	...	407	389	...	28,2	30,3
Tunisie	milliards de dinars	2828,8	...	...	...	48,4	...
Libye	millions de livres	0,44	0,59	0,13	12,0	16,1	0,1
RAU (Egypte)	millions de livres égyptiennes	18,9	34,2	65,3	13,2	22,1	28,7
Soudan	millions de livres	1,41	2,16	4,28	2,9	3,2	5,3
Ghana	millions de livres	7,31	22,05	22,40	7,1	21,1	...
Nigeria	millions de livres	20,9	22,9	36,7	24,7	14,2	19,8
Cambodge	millions de livres	...	0,10	0,10	3,9	3,9	3,0
Sénégal	milliards de francs	...	1,40	1,62	...	48,9	59,0
Dahomey	milliards de francs	...	1,02	0,71	...	22,4	22,3
Mali	milliards de francs	...	1,15	0,62	...	33,4	23,7
Libéria	millions de dollars des E.U.	...	4,14	7,63	...	6,2	11,2
Sierra Leone	millions de livres	...	6,03	16,53	...	35,7	64,9
Togo	millions de francs	...	316	246	...	8,8	5,5
Kenya	millions de livres	3,84	...	...	...	...	...
Ouganda	millions de livres	...	12,82	11,61	6,3	10,7	26,5
Tanganyika	millions de livres	4,29	...	5,77	12,1	...	11,2
Zambie	millions de livres	...	...	10,19	...	...	16,3
Malawi	millions de livres	101,97	123,48	...	70,9	67,6	...
Rhodesie	millions de livres	...	...	140,36	...	...	69,9
Ethiopie	millions de dollars éthiops	...	6,26	12,52	...	4,8	5,3
Mozambique	millions d'escudos	...	71,5	543,5	...	3,7	18,8
Madagascar	millions de francs	...	5,039	5,843	...	27,8	28,8
Mali	millions de roudies	...	170	414	...	98,8	98,1
Afrique du sud	millions de livres sud-afr.	89,1	180,4	...	29,2	45,1	...

industrielles de certains pays relèvent plus à proprement parler du secteur des industries extractives que de celui des industries manufacturières, notamment en Sierra-Leone, au Tanganyika et en Guinée où les diamants bruts, non taillés, constituent la majeure partie des exportations du secteur industriel de ces pays. Les textiles occupent une place importante dans la valeur totale des exportations de produits manufacturés de quelques pays : RAU, Afrique du Sud, ancienne Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et, dans une moindre mesure, Maroc, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Mali et République démocratique du Congo - où l'on peut obtenir des données plus ou moins détaillées sur les exportations de produits manufacturés.

42. Les exportations de produits chimiques augmentent dans des pays de plus en plus nombreux mais dans quelques-uns seulement (Afrique du Sud et Maroc), elles représentent plus de 10 pour 100 du total des exportations de produits manufacturés. Les produits minéraux non métalliques (ciment, chaux, céramique et verre) apparaissent dans les exportations de certains pays (RAU, Maroc, Kenya, République démocratique du Congo et Rhodésie), mais si la plupart des autres pays cherchent à développer la production de ces produits, c'est pour remplacer les importations et non pour exporter.

43. Les exportations de machines, d'appareils électriques et de matériel de transport de fabrication locale sont relativement développées en Afrique du Sud mais pratiquement nulles dans la plupart des autres pays. Quelques pays africains se sont efforcés récemment de produire pour l'exportation un excédent relativement faible de divers appareils mécaniques et électro-mécaniques fabriqués par certaines branches des trois principaux groupes industriels : machines, appareils électriques et matériel de transport. On trouve dans ce cas, depuis quelques années, l'Algérie, la Rhodésie et la République arabe unie.

44. L'un des aspects du problème de la création d'industries orientées vers l'exportation et de l'expansion de celles qui existent déjà est celui de l'amélioration des conditions dans lesquelles les pays en voie de développement peuvent vendre leurs produits manufacturés sur les

marchés étrangers. Un autre aspect du problème porte sur le choix des industries et des productions capables de s'ouvrir des débouchés d'exportations suffisants et de les conserver. Dans les pays en voie de développement, la production industrielle destinée à l'exportation ne parvient, en général, à ses fins que lorsque les industries ont réussi à s'implanter sur le marché intérieur, qu'elles ont progressé suffisamment pour pouvoir abaisser leurs prix de revient et donner à leurs produits la même qualité que celle des produits concurrents sur le marché mondial. La réussite des industries orientées vers les exportations serait, dans une certaine mesure, garantie par une planification coordonnée entre les pays en voie de développement, à l'échelon régional ou sous-régional, et par l'élaboration de mesures visant, en quelque sorte, à créer un marché commun.

CHAPITRE IV

L'EMPLOI COMME OBJECTIF DE L'INDUSTRIALISATION

45. L'expansion industrielle de nombreux pays africains est axée généralement sur cet objectif de l'industrialisation qu'est l'emploi. Outre l'expansion de la production totale, l'augmentation de la production par habitant et l'élévation du revenu par habitant résultant du développement du secteur des industries manufacturières, on a insisté sur la création de possibilités d'emploi à des taux supérieurs à ceux de la croissance de la main-d'oeuvre. La majeure partie de la main-d'oeuvre des pays africains, comme celle de bien d'autres régions du monde, dépend essentiellement des disponibilités d'emploi qui lui permettent de contribuer à l'accroissement de la production et de travailler pour vivre. Les statistiques sur la répartition de la population économiquement active entre les principales branches de l'activité économique sont rares. Celles dont on dispose, pour quelques pays seulement, concernent un certain nombre d'années éparses qui permettent rarement la comparaison (voir tableau XX). Elles montrent, toutefois, que la plus forte proportion de population économiquement active de chaque pays est employée dans les secteurs primaires (agriculture et industries extractives) tandis que les pourcentages sont faibles dans les secteurs secondaires (secteur manufacturier, construction, services publics - électricité, gaz et eau). Sauf en République Sud-africaine, la population active employée dans les secteurs secondaires représentait, en 1960 ou aux alentours de cette date, moins de 10 pour 100 de la population active totale de la plupart des pays. Dans certains pays où les industries manufacturières se trouvaient à des stades différents de développement (Algérie, République démocratique du Congo et Soudan), ce chiffre était égal ou inférieur à 5 pour 100 mais il était beaucoup plus élevé, en 1955-1960 ou plus récemment, dans les pays suivants : Tunisie (8,5 pour 100), Maroc (9,9 pour 100), République arabe unie (11,5 pour 100) et Ghana (12,4 pour 100).

TABEAU 20

Répartition de la population économiquement active par branches d'activité

(en pourcentages de la population économiquement active totale)

Pays	Année	Agriculture	Industries extrac- tives	Manu- fac- tures	Elec- trici- té	Cons- truc- tion	Ser- vices
Algérie	1954	82,1	0,4	2,9	0,1	1,7	12,8
Maroc	1960	56,6	1,3	8,0	0,3	1,6	32,2
Tunisie	1956	68,1	1,1	6,2	0,2	2,1	31,3
Soudan	1956	86,0	...	2,2	0,1	2,7	13,0
RAU	1960	56,7	0,3	9,0	0,5	2,0	42,5
Ghana	1960	57,9	1,8	8,6	0,5	3,3	39,9
Gabon	1963	92,5	3,2	2,2	0,1	1,8	66,2
Congo (Léopoldville)	1955	85,2	1,4	2,8	...	2,1	13,5
République cen- trafricaine	1961	94,8	0,4	1,0	...	0,6	4,2
Afrique du Sud	1960						
européens		10,3	5,4	20,1	0,9	6,3	57,0
non européens		34,7	11,9	9,9	0,6	4,5	38,4
Bantous		55,7	11,5	4,7	...	2,0	26,1

46. La main-d'oeuvre employée dans le seul secteur des industries manufacturières représentait moins de 3 pour 100 de la main-d'oeuvre totale de certains pays (Soudan et République démocratique du Congo) mais elle figurait, dans ce total, pour 6 à 9 pour 100 en Tunisie, au Maroc, au Ghana et en République arabe unie (cités dans l'ordre de pourcentages croissants). En République sud-africaine, la main-d'oeuvre employée dans les secteurs de production non agricoles a été sensiblement plus nombreuse que dans les autres pays africains. En 1960, dans

ce pays, environ 27,3 pour 100 de la population européenne économiquement active travaillaient dans le secteur industriel où l'on trouvait également environ 15 pour 100 de la population active non européenne (à l'exclusion des Bantous).

47. Dans l'ensemble des statistiques relatives à la population économiquement active, les données qui concernent la répartition des travailleurs salariés sont celles qui existent le plus couramment dans les pays, pour un certain nombre d'années. Certes, ces données sont insuffisantes et contradictoires, mais elles peuvent, dans l'ensemble, servir d'indicateurs du développement de l'emploi dans les secteurs non agricoles, dont le secteur des industries manufacturières. De 1950 à l'époque actuelle, les effectifs totaux de travailleurs salariés ont augmenté dans presque tous les pays africains, le nombre de ceux qui sont employés dans le secteur des industries manufacturières (voir tableau 21) ayant aussi augmenté en valeur absolue et relative dans la plupart des pays pour lesquels des statistiques existent (voir tableau 22). Au cours des dernières années, toutefois, on a enregistré, dans certains pays, une diminution du nombre de travailleurs employés dans le secteur manufacturier. Ainsi ce nombre, en valeur absolue et relative, a fléchi, entre 1958 et 1962 ou 1963, en Zambie, au Malawi, au Kenya, au Tchad et au Cameroun tandis qu'il a progressé en RAU, au Ghana, en Nigéria, en Rhodésie, au Tanganyika et au Gabon. Il convient de signaler, toutefois, que les effectifs de la main-d'oeuvre salariée employée dans les industries manufacturières a toujours été assez faible dans la plupart des pays africains; ils représentent seulement 3 à 4 pour 100 de la main-d'oeuvre salariée totale au Tanganyika et au Tchad, 7 à 8 pour 100 en Nigéria et au Ghana et 9 à 10 pour 100 en Zambie, au Malawi, en RAU et au Gabon. En 1961-1962, ces chiffres étaient beaucoup plus élevés en Ouganda (11,4 pour 100 environ) et en Rhodésie (environ 13,6 pour 100).

48. La proportion de l'emploi total revenant au secteur des industries manufacturières est un indicateur de l'ampleur et de l'importance relative du degré de développement industriel. Il est aussi évident que,

dans les pays africains, l'accélération du rythme d'industrialisation est entravé tout autant par le manque de main-d'oeuvre qualifiée et la pénurie de cadres de direction que par l'insuffisance des investissements. On commence à reconnaître maintenant que, pour élever la productivité dans les secteurs primaires, il faut disposer d'un équipement plus important et plus perfectionné et appliquer intensivement des techniques de production plus modernes, qui impliquent un apport plus grand de capitaux et un personnel plus qualifié. Il faut introduire de nouvelles techniques et de nouvelles formes d'organisation n'impliquant pas nécessairement un accroissement de la main-d'oeuvre. Ainsi, dans un grand nombre de pays africains, l'expansion future du secteur primaire qu'il s'agisse de l'agriculture ou des industries extractives ne peut guère créer beaucoup d'emplois nouveaux capables d'absorber l'augmentation de la main-d'oeuvre. Outre que l'on demande aux travailleurs un rendement individuel plus grand, les pressions démographiques qui s'exercent sur les terres cultivables déjà dans certaines parties de l'Afrique du nord, de l'ouest et de l'est exigeraient qu'une fraction importante de la main-d'oeuvre employée dans le secteur de l'agriculture où la productivité est faible, voire négative, faute d'emploi, passe dans le secteur industriel où le rendement individuel est plus élevé.

49. Il est vrai que, dans la majorité des pays africains, tout comme dans les autres pays en voie de développement, la main-d'oeuvre non spécialisée est très abondante. Il est évident aussi que la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire au développement industriel est aussi rare que les capitaux. Bien des pays africains venus récemment à l'indépendance ont déjà conçu ou même lancé des programmes prioritaires d'enseignement et de formation accélérés. Néanmoins, il faut que les pays s'attachent à planifier l'enseignement et la formation en fonction du développement prévu des capacités et de la production des divers secteurs de l'économie, de façon à tirer le meilleur parti possible des ressources affectées à l'enseignement dans la planification et le développement de la main-d'oeuvre requise. Il faut longtemps pour former les travailleurs qualifiés et le personnel très compétent qu'exigent les vastes entreprises vouées au développement. Toutefois, les pays africains en voie de déve-

TABLEAU 21

**Effectifs de la main-d'oeuvre employée dans
les principales branches de l'activité économique**

(en milliers)

Pays	Année	Total	Agri- cul- ture	Indus- tries extra- tives	Indus- tries manu- factu- rières	Cons- truc- tion	élec- tri- cité, gaz, eau	Com- mer- ce	Trans- port entre- pose, com- muni- cations	Ser- vices	Autres
			0	1	2-3	4	5	6	7	8	9
TCHAD	1959	1340	1140	1,2	5,0	6,2	...	4,7	2,5	29,9	105,5
	1960	1340	1135	1,0	4,3	7,4	...	5,1	2,0	20,1	165,1
	1961	1380	1140	1,5	4,3	7,4	...	5,0	0,1	20,0	198,7
GABON	1956	37,3	14,5	4,6	2,5	1,9	0,1	2,1	1,4	6,6	3,6
	1957	41,5	12,9	6,2	2,4	3,8	0,1	3,2	1,6	6,5	3,5
	1958	38,1	12,9	4,6	2,2	3,8	0,1	3,3	1,7	6,5	2,8
	1959	41,3	13,0	5,1	3,2	2,9	0,2	4,1	2,1	6,4	4,3
	1960	42,8	14,7	6,2	4,2	3,1	0,1	4,4	3,0	6,7	0,5
	1961	42,0	13,8	6,5	3,8	2,3	0,1	5,1	2,8	6,1	1,0
	1962	42,8	13,3	6,5	3,9	3,7	0,1	5,5	2,6	6,4	0,8
	1963	44,0	13,4	6,5	4,2	3,6	0,1	5,7	2,7	7,0	0,9
GHANA	1954	244	34	37	15	50	5	24	22	58	...
	1955	245	41	12	16	57	7	26	23	63	...
	1956	267	42	32	18	47	8	30	23	68	...
	1957	277	41	33	19	48	9	29	26	72	...
	1958	292	44	33	21	51	10	29	29	76	...
	1959	319	45	31	22	60	12	32	27	80	...
	1960	333	58	29	24	62	14	31	31	84	...
	1961	350	48	28	29	63	16	38	33	94	...
KENYA	1956	596,7	235,2	9,0	55,4	39,7	2,3	35,8	52,5	166,2	0,6
	1957	614,4	253,4	7,9	57,0	36,6	2,5	36,8	54,6	165,2	0,4
	1958	593,1	249,5	6,4	55,6	34,2	2,5	36,4	48,1	160,1	0,3
	1959	596,9	251,7	5,4	53,7	31,5	2,5	37,5	45,9	168,3	0,4
	1960	622,2	271,8	5,0	52,3	33,0	2,5	39,0	46,4	171,8	0,4
	1961	589,4	252,0	3,8	42,5	28,6	2,5	42,2	44,2	172,4	0,2
	1962	581,2	245,5	3,5	45,3	12,6	2,0	42,8	46,2	182,8	0,5
	1963	535,1	219,7	3,1	40,7	18,8	2,4	42,0	45,3	162,4	0,7
NIGERIA	1956	447,4	36,2	58,9	21,4	101,9	7,8	45,1	56,8	118,5	0,1
	1957	475,6	42,7	53,6	31,6	111,2	8,8	56,6	45,0	123,9	2,2
	1958	478,3	45,4	49,5	29,7	123,8	10,1	45,7	48,7	122,8	2,6
	1959	472,6	45,5	41,2	32,4	102,9	16,4	42,2	47,6	144,4	-

TABLEAU 21 (suite)

Pays	Année	Total	Agri- cul- ture	Indus- tries extrac- tives	Indus- tries manu- factu- rières	Cons- truc- tion	Elec- tri- cité, gaz, eau	Com- mer- ce	Trans- port entre- posa- ge, com- munica- tions	Ser- vi- ces	Autres
			0	1	2-3	4	5	6	7	8	9
MALAWI	1954	135	48,8	0,4	15,8	19,4	1,2	12,2	3,9	33,3	..
	1955	147	54,7	0,5	17,3	21,4	1,2	12,4	4,3	34,9	..
	1956	164	63,5	0,5	18,7	25,4	1,4	12,6	5,3	37,1	..
	1957	167	63,9	0,5	18,6	26,4	1,4	13,5	5,9	37,3	..
	1958	167	62,3	0,6	17,8	26,4	1,4	14,5	6,4	37,2	..
	1959	163	61,7	0,5	16,7	24,4	1,6	14,6	6,5	36,9	..
	1960	158	60,8	0,4	16,2	22,4	1,6	14,2	6,7	35,5	..
	1961	152	57,9	0,5	15,0	20,4	1,6	14,2	6,9	35,1	..
ZAMBIE	1954	263	42,0	45,0	23,4	59,2	3,0	15,7	9,0	66,2	..
	1955	276	39,9	47,8	24,6	62,5	3,0	17,4	9,6	71,6	..
	1956	289	38,1	43,5	27,3	68,9	3,3	18,7	10,8	78,6	..
	1957	302	38,8	46,0	27,8	70,2	3,3	21,3	12,2	82,9	..
	1958	294	39,2	40,3	27,7	66,2	3,3	20,6	12,8	84,1	..
	1959	281	40,7	41,8	26,6	48,2	3,3	22,3	13,0	85,1	..
	1960	278	40,7	44,7	26,2	38,7	3,6	22,9	13,3	87,6	..
	1961	269	41,0	44,6	25,0	32,4	3,4	21,1	13,2	88,2	..
RHODESIE	1954	625	235,9	65,3	75,6	58,5	6,4	42,7	19,9	120,6	..
	1955	649	243,4	62,5	80,2	61,1	6,5	45,7	21,7	128,2	..
	1956	685	246,6	64,0	89,4	66,6	6,6	50,4	22,7	139,0	..
	1957	710	245,0	63,7	94,6	73,6	7,3	53,6	24,4	148,0	..
	1958	724	249,4	60,0	95,4	73,0	7,8	57,3	25,0	156,3	..
	1959	723	252,0	55,3	95,9	67,2	7,9	59,4	25,6	160,4	..
	1960	734	260,8	55,0	96,8	64,9	8,2	59,9	25,4	162,7	..
	1961	710	252,5	51,2	97,0	51,0	7,5	58,2	26,5	166,2	..
TANGANYIKA	1954	401	218	15	18	16	1	11	7	113	..
	1955	375	201	15	17	12	2	11	6	111	..
	1956	387	207	15	17	13	2	9	7	116	..
	1957	380	211	13	18	11	2	10	8	107	..
	1958	447	213	13	22	11	2	14	9	120	..
	1959	445	222	10	21	12	2	15	10	118	..
	1960	404	201	12	19	10	2	15	7	108	..
	1961	460	189	11	20	..	7	19	19	..	92
RAU (Egypte)	1958	..	..	..	565	119	..	631	223	1248	49
	1959	..	..	..	545	109	..	594	261	1146	59
	1960	..	..	..	537	105	..	579	214	1130	50
	1961	..	..	..	560	112	..	578	214	1151	28
	1962	..	..	..	600	113	..	578	225	1216	16
OUGANDA	1958	243,0	58,4	4,2	26,1	38,0	2,4	13,8	11,3	88,7	..
	1959	239,5	56,8	5,5	25,4	33,0	2,3	13,7	10,5	92,2	..
	1960	244,5	51,3	5,7	25,8	30,3	2,2	14,7	11,1	93,6	..
	1961	236,1	55,7	6,1	27,0	29,3	2,0	15,0	10,6	90,3	..

Source : Bureau international du travail Annuaire des statistiques du travail, 1961-1964.

veloppement pourraient faire des économies de personnel (travailleurs qualifiés et cadres supérieurs) en donnant la priorité aux industries qui, pour leur production, exigent une main-d'œuvre. Parmi ces industries sont les suivantes : produits chimiques de base et autres, ouvrages en métal, articles en caoutchouc, pâte à papier et papier; des débouchés et des matières premières existent pour ces industries dans divers pays. L'expansion des activités des secteurs non agricoles liés au développement des industries manufacturières (construction et bâtiment, transports et communications) et des services de distribution peut permettre d'utiliser une main-d'œuvre plus importante au stade des investissements, comme à celui de l'exploitation tandis que pour de nombreuses autres industries, les techniques modernes limitent le nombre de travailleurs requis pour un niveau fixé de production sans sacrifier la productivité de la main-d'œuvre. Les industries d'exportation dont la production, pour le prix aussi bien que pour la qualité, doit soutenir la concurrence étrangère, devront, puisqu'elles font appel à des techniques plus modernes, être relativement plus exigeantes en capitaux que les industries traditionnelles qui, aidées par certaines mesures de protection, se contentent de produire en vue du remplacement des importations.

50. La politique d'industrialisation de plusieurs pays africains (Algérie, Tunisie, et République arabe unie) où des pressions démographiques, le sous-emploi ou le chômage partiel existent depuis un certain temps, a pour principal objectif de créer, dans le secteur non agricole, de nouvelles possibilités d'emploi capables d'absorber l'accroissement de la main-d'œuvre et l'excédent de travailleurs agricoles. En Afrique de l'ouest, la Nigéria et le Ghana ont également insisté sur la création d'emploi nouveau grâce à l'expansion des secteurs industriels. En Afrique de l'est, les plans de la Zambie, du Malawi, du Tanganyika et du Kénia attachent aussi beaucoup d'importance à l'emploi en tant qu'objectif de l'industrialisation.

TABEAU 22

Structure de l'emploi dans les industries manufacturières
des pays africains au cours des dernières années

(pourcentages du total)

Pays	Année	Pro- duits ali- men- tai- res bois- sons tabac	Texti- les vête- ments, cuir	Bois, Mobi- lier accés- soires	Papier impri- merie, édi- tion	Pro- duits chimi- ques, en- grais caout- chouc	Ciment verre	Métaux et ou- vrages en mé- taux	Autres
Algérie	1957	26,0	26,4	5,6	4,2	3,6	9,3	20,4	4,5
Maroc									
Tunisie									
Libye	1958	32,9	17,9	6,9	2,8	0,9	3,9	32,1	2,6
Soudan									
RAU	1958	22,8	49,5	2,5	4,8	6,1	4,6	8,3	1,4
Ghana	1959	12,0	1,4	55,3	9,7	3,2	3,2	13,8	1,4
Nigéria									
Sénégal	1959	30,0	18,2	3,4	2,9	18,5	4,8	21,5	0,7
Côte-d'Ivoire	1960	21,2	20,8	35,7	...	7,2	...	10,1	5,0
Ethiopie	1958	47,0	26,5	12,0	1,5	5,0	4,5	...	5,5
Kénya	1957	24,4	8,0	19,6	4,6	7,1	6,9	28,8	0,4
Rhodésie	1958	29,6	14,1	9,8	4,2	3,2	10,9	26,6	1,4
Nyassaland									

51. L'expansion des industries produisant des biens de consommation légers destinés au remplacement des importations pourrait offrir un plus grand nombre d'emplois nouveaux si elles étaient orientées vers le marché intérieur, que si leurs objectifs étaient les marchés régionaux

et sous régionaux. Il est à signaler à cet égard que les rapports des missions de coordination industrielle de la Commission économique pour l'Afrique (Afrique de l'est et du centre, Afrique de l'ouest, pays du Maghreb de l'Afrique du nord - Algérie, Lybie, Maroc et Tunisie)^{1/} ont examiné les possibilités de développement industriel à l'échelon des sous-régions et qu'ils ont énuméré, dans le détail, les diverses entreprises industrielles qui pourraient être mises sur pied dans chaque sous-région mais que, dans leurs recommandations, ils ne mentionnaient aucunement les industries ou les méthodes de fabrication fondées au premier chef sur la main-d'oeuvre.

52. Une solution plus économique que celle qui consisterait à créer de nouvelles usines serait d'accorder plus d'intérêt aux possibilités d'augmenter l'emploi et la production en faisant appel aux capacités de production inutilisées et en parvenant à la pleine utilisation des moyens disponibles. On pourrait ainsi faire des économies de capitaux qui seraient affectées à la création d'industries vouées à des productions nouvelles, ce qui permettrait de créer de nouveaux emplois. Les plans en cours d'application de certains pays africains accordent l'intérêt requis au niveau d'utilisation de la capacité de production existante tandis que d'autres insistent sur la création de nouvelles usines et installations. Ainsi, au cours des dernières années, dans certains pays d'Afrique du nord et d'Afrique de l'ouest qui appliquaient ce second principe sans disposer des matières premières et des produits semi-finis suffisants pour utiliser la pleine capacité de leurs installations, on a constaté une aggravation de la pénurie de devises, une sous-utilisation des moyens disponibles et un chômage déguisé dans diverses branches de l'industrie.

^{1/} Documents E/CN.14/INR/1, E/CN.14/247 et E/CN.14/246 (concernant respectivement chacune de ces sous-régions)

CHAPITRE V

PROBLEMES DE CHOIX ET CROISSANCE EQUILIBREE

53. Comme le faisait observer le Secrétariat dans un document récent présenté au Comité du développement industriel des Nations Unies, "on ne conteste plus guère que l'industrialisation soit le principal moyen de promouvoir la croissance économique à long terme des pays en voie de développement"^{1/}. En ce qui concerne l'industrialisation des pays en voie de développement, tout en reconnaissant l'importance d'une division du travail sur le plan international et les avantages qui résultent de la spécialisation, on insiste actuellement sur la nécessité d'une politique d'industrialisation orientée vers la création d'une industrie nationale diversifiée. Ainsi qu'on le trouve exprimé dans un autre document des Nations Unies, l'objectif ultime des pays en voie de développement doit être de "construire des économies industrielles aussi diversifiées que celles des pays avancés d'aujourd'hui"^{2/}.

54. Bien que la présente étude porte essentiellement sur les problèmes et les perspectives du développement industriel de l'Afrique, ces problèmes et les solutions possibles ne peuvent être appréciés que dans le cadre plus vaste du développement économique et social. Un taux de croissance plus élevé des industries est considéré comme un instrument et un moyen puissant quand il s'agit d'accélérer le développement des économies africaines. Cependant, les difficultés qu'il faut vaincre pour atteindre un degré avancé d'industrialisation sont proportionnées à l'importance qu'on attache au développement industriel et aux conditions de ce développement. Le développement des économies africaines a reposé surtout sur les produits primaires. Quant aux produits secondaires, lorsqu'on a entrepris de les fabriquer intensivement, on s'est

^{1/} Politiques d'industrialisation, notamment politiques d'encouragement des industries orientées vers l'exportation, E/C.5/75.

^{2/} Nations Unies, Etude sur l'économie mondiale, No. de vente 62.11.C.I, p.4.

limité presque exclusivement au remplacement des importations, les industries orientées vers l'exportation ne retenant que peu d'attention. Le problème du choix des modes d'industrialisation, comme la plupart des problèmes de choix, doit être considéré, dans l'immédiat et à long terme, dans le cadre du problème général de la planification du développement industriel. Quelques uns de ces problèmes sont présentés ci-après.

1. Remplacement des importations et industries orientées vers l'exportation

55. On a indiqué plus haut que le développement des industries manufacturières en Afrique était axé essentiellement sur le remplacement des importations. Les industries orientées vers l'exportation se sont limitées surtout à transformer simplement les produits primaires de l'agriculture ou de l'industrie extractive. Cependant, une vaste gamme de produits agricoles et forestiers commercialisés, ainsi que la majeure partie de la production minérale, ont été presque entièrement exportées à l'état brut vers le reste du monde. Si, progressivement, l'industrie locale transformait ces ressources et ces matières premières actuellement destinées à l'exportation, celles-ci produiraient une valeur ajoutée importante et les possibilités d'emploi se multiplieraient ainsi que les recettes en devises, si nécessaires pour l'importation de machines, d'équipements et des autres biens indispensables à la croissance des pays africains en voie de développement.

56. La part de l'Afrique dans les échanges mondiaux de thé, de café, de cacao et de produits agricoles industriels est importante, et sa part dans la production mondiale de minéraux est relativement élevée. La majeure partie de la production africaine de cacao, de café, de thé, d'oléagineux, de coton, de sisal, de cuirs, de peaux, etc. est encore exportée à l'état brut. L'Afrique produit le tiers environ de la production mondiale de phosphate naturel et les deux tiers de la production mondiale de chromite et de manganèse. Elle fournit plus des deux tiers de la production mondiale de cobalt et d'or, le

cinquième environ de la production mondiale d'amiante, la moitié de la production mondiale d'antimoine et la majeure partie de la production mondiale de diamants. Cependant, ces minéraux sont pour la plupart exportés sans être transformés en Afrique.

57. La plupart des pays africains cherchent essentiellement à diversifier leurs activités économiques grâce à l'industrialisation. Bien que l'accent ait été mis sur l'expansion des industries fabriquant des produits destinés à remplacer des importations, il ne faut pas oublier que la valeur ajoutée n'est qu'une partie de la valeur des importations dans le secteur des industries manufacturières; dans cette mesure, le remplacement des marchandises importées par des produits nationaux pourrait donc augmenter la contribution du secteur manufacturier national. Cependant, cette mesure pourrait être considérablement réduite si les industries de remplacement des importations devaient faire largement appel à l'étranger pour l'importation de matériaux, de main-d'oeuvre et d'autres facteurs de production.

58. Il n'est pas douteux que la production atteindrait un plus haut degré de diversification et que la valeur ajoutée augmenterait sensiblement si les produits primaires subissaient des transformations et des traitements plus poussés avant d'être exportés. Compte tenu de facteurs techniques et économiques sur lesquels les pays africains n'ont souvent aucune possibilité d'action, la production minière de l'Afrique pourrait servir de base au développement d'industries destinées à la fabrication de produits d'exportation de valeur relativement plus élevée. Ces industries de transformation des ressources, dont la production serait destinée aux marchés d'exportation, présenteraient plus d'avantages qu'un certain nombre d'industries établies ou envisagées fabriquant divers produits de remplacement des importations.

59. Pour parvenir à un développement équilibré des industries, il est indispensable d'en étudier de près les conditions et les incidences. Si l'augmentation de la consommation exige la création d'industries de remplacement des importations, les investissements correspondants devront impliquer l'importation en plus grandes quantités de machines, de matériel, de matières premières et d'autres facteurs de production qu'il faudra payer au moyen des exportations. Il faudrait donc harmoniser la consommation et les investissements en réalisant un certain équilibre entre les industries orientées vers le remplacement des importations et celles qui produisent pour l'exportation de façon à réduire le déséquilibre de la balance des paiements. Il importe de souligner que le problème n'est pas tant celui du choix à faire entre le remplacement des importations et l'exportation, il consiste plutôt à combiner convenablement les deux catégories correspondantes d'industries de façon à assurer un développement industriel plus équilibré et plus régulier. La production des industries de remplacement des importations est en grande partie destinée aux marchés intérieurs, mais les industries consacrées à la transformation des matières premières en produits semi-finis ou manufacturés produiraient surtout pour l'exportation. Il est évident que le développement sur une vaste échelle des industries de transformation des matières premières en vue de l'exportation exigerait la mise au point d'arrangements coopératifs entre pays industrialisés et pays en voie de développement et une nouvelle répartition géographique des industries sur le plan international ainsi qu'une spécialisation fondée sur une nouvelle division du travail.

2. Prédominance de la main-d'oeuvre ou des capitaux dans l'industrie

60. Un autre problème qui se pose dans le choix des moyens d'industrialisation est celui des industries où la main-d'oeuvre prédomine et des industries où ce sont les capitaux qui prédominent. Là encore, le problème ne consiste pas tellement à choisir une catégorie de préférence à l'autre, mais bien plutôt à combiner les deux. Pour opérer cette combinaison, il faudra observer un principe essentiel : celui de l'utilisation optimale de ressources limitées en capital et en main-d'oeuvre qualifiée en vue d'obtenir avec le temps un accroissement de la production et d'autres avantages.

61. On pourrait recourir à une main-d'oeuvre non spécialisée dans les cas où des ouvriers qualifiés ne sont pas nécessaires, ou dans le cas des industries réclamant une qualification qu'il est facile d'acquérir en peu de temps et à peu de frais. Les industries à prédominance de capital exigent en général une main-d'oeuvre plus qualifiée. Il est à signaler que la combinaison des deux catégories d'industries n'est pas seulement une question de composition des investissements : elle exige également une répartition rigoureuse des qualifications professionnelles, acquises ou à acquérir.

62. Bien que la dimension du marché, le degré d'industrialisation et le niveau technologique que peut acquérir un pays soient des facteurs déterminants dans le choix des techniques de production à utiliser, la plupart des plans de développement en cours d'exécution dans les pays africains sont fondés, dans le cas d'un certain nombre d'industries envisagées, sur une préférence pour les procédés qui réclament une main-d'oeuvre importante. D'autres pays du continent reconnaissent que les techniques modernes appliquées dans un grand nombre d'industries lourdes exigent surtout des capitaux et qu'une mécanisation plus poussée est indispensable à l'amélioration du volume et de la qualité de la production. Dans ces conditions, ce ne serait pas pour les usines qu'on préconiserait les techniques réclamant une forte main-d'oeuvre, mais plutôt pour la construction et le bâtiment, pour les services de manutention et de distribution, et autres services auxiliaires liés au développement des industries manufacturières en général et des industries lourdes en particulier. En outre, certains pays ont mis l'accent sur la nécessité d'utiliser intégralement les capacités disponibles afin d'offrir de nouveaux débouchés à la main-d'oeuvre.

63. Par opposition aux industries traditionnelles, les industries manufacturières orientées vers l'exportation exigeront d'importants capitaux et utiliseront des techniques plus avancées et une main-d'oeuvre plus qualifiée que le reste du secteur. Des industries manufacturières, créées à l'origine pour alimenter le marché intérieur, ont dû, pour s'assurer des débouchés d'exportation suffisants, moderniser leur

équipement et affecter aux procédés de production des capitaux plus importants. On en trouve des exemples dans les industries de la filature et du tissage du coton en RAU, de l'extraction de l'huile dans certains pays d'Afrique de l'ouest et de la conservation des denrées alimentaires et des boissons en Afrique de l'est. Il y a lieu de signaler que si les techniques fondées sur une main-d'œuvre importante permettent normalement, à court terme, une augmentation de la production et de l'emploi, les techniques qui exigent d'importants capitaux tendent à entraîner un relèvement de la production globale et de la production par ouvrier, ainsi qu'une augmentation des excédents à réinvestir. Ces techniques fondées sur les capitaux sont donc à préférer lorsqu'on vise à une croissance maximale à long terme de la production et de l'emploi dans l'industrie. Parvenir à un équilibre et à une combinaison optimale en vue d'atteindre les objectifs à court terme et à long terme de l'industrialisation, constitue un problème de planification qui doit retenir l'attention.

3. Industries de transformation des ressources locales et industries produisant pour le marché intérieur

64. Bien que les produits agricoles et minéraux primaires constituent l'essentiel de la production africaine, la plupart des pays ont mis l'accent sur le développement de la fabrication de produits destinés à remplacer les importations, en particulier de biens de consommation courante destinés aux marchés intérieurs. Quand ces industries se fondent sur la transformation de matières premières locales, elles sont orientées vers l'utilisation des ressources locales et, en même temps, vers le marché intérieur. Des industries produisant des biens de consommation durables se sont développées à une échelle plus réduite dans un plus petit nombre de pays africains en vue de l'alimentation du marché intérieur, mais dans de nombreux cas, elles utilisent des matières premières et de la main-d'œuvre importées; elles produisent pour le marché intérieur, mais elles ne sont pas fondées sur la transformation des ressources locales. Les industries orientées vers la transformation des ressources locales pour l'exportation sont beaucoup moins

développées dans la plupart des pays; il en existe, à l'exception de quelques grandes industries fondées sur la transformation de produits minéraux primaires et de quelques produits agricoles. Les industries utilisant les ressources locales sont très certainement celles qui, à long terme, offrent une possibilité d'accélérer la croissance du secteur industriel plus sûre que dans le cas des industries de remplacement des importations. Le problème ne consiste pas à choisir entre les industries orientées vers l'utilisation des ressources locales et celles qui sont orientées vers le marché, mais plutôt de déterminer une combinaison des unes et des autres à réaliser pour maintenir une croissance accélérée. Dans ces conditions, les pays africains qui élaborent leurs plans de développement industriel devront s'efforcer de les concevoir de telle sorte qu'ils puissent économiser des devises en développant la fabrication de produits de remplacement des importations, et augmenter leurs recettes en devises en créant des industries de transformation des ressources locales orientées vers l'exportation.

65. On a constaté dans le passé que certains pays qui avaient cherché à améliorer la position de leur balance des paiements en créant des industries non fondées sur l'utilisation des ressources locales, étaient parvenus à un résultat opposé. C'est ainsi qu'au cours de ces dernières années, un nombre croissant de pays africains ont installé des usines de montage ou en ont prévu la création dans leurs plans de développement. Ces industries étaient destinées à permettre le remplacement de produits finals importés (véhicules automobiles, bicyclettes, réfrigérateurs, climatiseurs, postes de radio, ventilateurs électriques, machines à coudre et autres appareils ou matériels) et, par conséquent, une économie de devises. Il faut signaler toutefois que les usines de montage qui existent dans un certain nombre de pays d'Afrique du nord, de l'ouest et de l'est ne sont pas alimentées par une industrie locale capable de produire les pièces de rechange et les autres facteurs de production nécessaires à une expansion continue. Faute d'industries de ce type, les usines d'assemblage doivent faire un plus large appel à l'importation au fur et à mesure que la

production augmente et, dans ces conditions, elles finissent par accroître le volume des importations au lieu de le réduire. En outre, les usines de montage n'ont, dans ces conditions, que des relations limitées avec les industries d'amont locales qui ne fournissent pas les facteurs de production nécessaires. D'autre part, la production des industries de montage important les pièces détachées destinées à la fabrication des biens de consommation finals n'a en pratique qu'un effet de liaison très réduit sur les industries d'aval, à l'exception des entreprises de réparation et d'entretien qui, elles aussi, font largement appel aux importations. Faute d'une planification suffisante tenant compte des effets de liaison amont et aval que des installations de ce type peuvent avoir sur les autres branches d'industrie ainsi que sur l'ensemble de l'économie, l'évaluation des projets est souvent inexacte en ce qui concerne le rapport du coût aux avantages obtenus et notamment la proportion en devises étrangères des coûts et des avantages. En outre, du fait qu'on n'a pas tenu suffisamment compte de certains autres facteurs dans la sélection des projets, la production des usines de montage de nombreux pays africains a souvent atteint des prix de revient élevés, tandis que la capacité n'était utilisée que dans une faible proportion et que la fuite des devises étrangères s'aggravait.

4. Industries légères et industries lourdes

66. Un autre problème qui se pose à propos des modes d'industrialisation est celui du choix, à court et à long terme, entre les industries légères et les industries lourdes. On avance généralement en faveur des industries légères qu'elles permettent aux pays peu avancés sur la voie du développement de progresser petit à petit vers l'expansion industrielle; par contre, elles ne sauraient donner l'impulsion qui permettrait de briser le cercle vicieux du sous-développement et de provoquer l'accélération de la croissance économique des pays du continent. Les industries lourdes qui produisent essentiellement des facteurs de production destinés à d'autres industries et des biens

d'équipement sous leur forme finale, offrent des possibilités de développement à diverses branches de l'économie et permettent également de créer une complémentarité et des effets de liaison plus marqués entre la production de produits primaires et de produits finals. Les industries lourdes entrant dans la catégorie de la fabrication de biens intermédiaires, comme la sidérurgie, l'industrie des produits chimiques de base et des engrais, la fabrication des ouvrages en caoutchouc, etc., engendrent dans l'économie des effets de liaison amont et aval.

67. Pour assurer une croissance vigoureuse du secteur industriel, il faut en général créer parallèlement des industries lourdes et des industries légères, sans perdre de vue les principes qui gouvernent le développement des divers secteurs de l'économie, à savoir les avantages comparés de la corrélation et la spécialisation. Une part importante de la production primaire étant dirigée vers les marchés d'exportation extérieurs aux économies nationales et sous-régionales de l'Afrique, ses effets de liaison amont aussi bien qu'aval ne se font guère sentir sur les économies africaines, mais ils sont très sensibles sur celles des pays évolués qui importent cette production.

Cependant, la transformation de matières premières en produits intermédiaires ou semi-finis permettrait aux pays de renforcer leur base industrielle et leur offrirait de nouvelles possibilités d'obtenir de leurs exportations un apport de devises plus important. Toutefois, ces industries sont, pour la plupart, celles qui réclament beaucoup de capitaux, des connaissances techniques et une expérience industrielle; en outre, elles doivent être raisonnablement assurées de pouvoir disposer de débouchés sur les marchés internationaux, les marchés intérieurs étant en général trop réduits pour absorber la production prévue. Contrairement aux industries légères orientées vers la consommation intérieure, qui peuvent se développer à l'abri de tarifs douaniers ou d'autres mesures de protection ou d'assistance à l'échelon national, les industries orientées vers l'exportation devront être capables de soutenir la concurrence et exigeront l'application de mesures de coopération et d'action de caractère international.

5. Industries nationales, intra-régionales et régionales

68. Sauf dans quelques pays, les marchés intérieurs africains sont exigus. Cette exiguité est due au petit nombre d'habitants, au faible niveau du revenu par habitant, à l'importance du secteur traditionnel et du secteur de subsistance, et à la prédominance des établissements de faible capacité dans le secteur manufacturier. Pour préparer leurs plans de développement industriel, la majorité des pays de la région ont fondé leurs décisions sur des considérations d'ordre national et peu nombreux sont ceux qui, ces dernières années, ont pris conscience de l'importance de la coopération à l'échelon sous-régional pour la création de grandes industries à prédominance de capitaux qui exigent, pour être rentables, de plus vastes marchés. A cet égard, on peut citer à titre d'exemple les usines sidérurgiques en construction ou envisagées dans les pays du Maghreb et en Afrique de l'ouest, les usines de montage relevant des industries mécaniques en Rhodésie et dans les pays voisins d'Afrique de l'est, certaines industries lourdes et légères en Afrique du sud ainsi qu'en Afrique du centre et en Afrique du nord.

69. La Commission économique pour l'Afrique a encouragé, entre les pays situés dans une même sous-région, une coopération plus étroite, qui s'est concrétisée dans la formation d'unions douanières entre pays d'Afrique de l'est, d'Afrique de l'ouest et d'Afrique du centre. Néanmoins, les efforts déployés à cet égard ont été orientés vers la création d'industries sous-régionales de remplacement des importations; dans le domaine des industries de transformation des ressources locales orientées vers l'exportation, on ne constate à l'échelon intra-régional que des tentatives jusqu'ici négligeables. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'une action régionale et sous-régionale portant sur les deux fronts. Mais dans la planification future du développement global des industries africaines, il ne faudra ni omettre ni négliger cet élément important.

70. On ne répètera jamais assez que la création d'industries sous-régionales implique que les circonstances se prêtent à la mobilité des ressources et des produits, sans laquelle on ne saurait bénéficier des avantages liés à la spécialisation et à la diversification ni réaliser une certaine intégration à l'échelon des nations ou des sous-régions. La spécialisation et la diversification à l'échelon des nations, associées à l'intégration du développement industriel à l'échelon sous-régional ou régional, permettraient certainement de réduire les coûts socio-économiques et, d'autre part, d'assurer une répartition plus équitable des avantages et des charges.

71. Dans le cadre du développement industriel sur le plan national, sur le plan sous-régional ou sur le plan régional, il convient d'accorder une attention particulière au problème de la normalisation, en ce qui concerne notamment les caractéristiques des matériaux, l'implantation des usines, le dessin des machines et de l'équipement, ainsi que les produits finals. Une coopération est indispensable sur le plan régional et sur le plan sous-régional si l'on veut parvenir à l'unification des normes dans des industries destinées à satisfaire la demande de l'ensemble ou d'une partie du continent.

CHAPITRE VI

PROBLEMES DE COORDINATION ET D'INTEGRATION

72. En Afrique comme dans les autres régions en voie de développement, le processus complexe et varié du développement économique fondé sur l'industrialisation est nécessairement lent et exige des mesures suffisantes de planification globale, ainsi qu'une politique ferme à l'échelon des nations et sur le plan international. On s'accorde de plus en plus pour reconnaître que si ces pays doivent atteindre un rythme de développement économique rapide et soutenu, il faudra fixer un ensemble coordonné d'objectifs industriels et un organisme central devra être chargé de déterminer un ordre de priorité dans la répartition des ressources et des productions, afin que soit assurée l'harmonisation des objectifs et des activités. Il est absolument essentiel de coordonner convenablement les efforts et de concilier les objectifs pour mobiliser les ressources pouvant servir au développement industriel dans le cadre d'un développement économique et social intégral. Une programmation convenable à l'échelon national, si elle s'accompagne d'une action concertée et soutenue de la communauté mondiale, ouvrira la voie à un développement accéléré et se traduira par des avantages réciproques.

73. L'absence de coordination et d'intégration des objectifs et des activités à l'échelon national est souvent la source de graves problèmes qui surgissent sur la voie de la programmation industrielle. Certains de ces problèmes viennent de ce que les programmes ont été incomplets et que les exigences du développement global n'ont pas été prises en considération. D'autres proviennent de l'abondance des solutions possibles à choisir entre des mesures complémentaires ou de remplacement, et de la nécessité de combiner l'orientation du développement en fonction de ces choix. Il faut souligner que l'industrialisation à long terme d'une économie nationale exigerait une

planification à long terme qui, grâce à la combinaison appropriée des ressources et des objectifs, permettrait un développement vigoureux et une croissance soutenue. Alors qu'il semblerait, à court terme, que l'on puisse choisir entre les industries de remplacement des importations et les industries d'exportation, entre les entreprises à prédominance de capitaux et les entreprises à prédominance de main-d'oeuvre, entre les industries lourdes et les industries légères, il faudrait, dans la perspective à long terme du développement industriel, que l'on élabore avec le temps une combinaison optimale de ces diverses catégories. Il convient d'établir un ordre de priorité des valeurs et un échelonnement dans le temps dans l'établissement, l'étude critique et la sélection de programmes et projets de développement industriel compatibles avec les objectifs fixés à court terme et à long terme^{1/}.

74. La planification intégrale du développement industriel n'existe que depuis peu dans la plupart des pays africains. Les plans sont plus ou moins complets et leur contenu varie d'un pays à l'autre, mais la plupart n'ont qu'une portée nationale, les gouvernements n'ayant guère tenu compte des plans des autres pays du continent. On constate une absence générale de coordination sous-régionale et régionale. Un autre caractère commun à tous ces plans, encore que moins apparent, est le défaut d'intégration entre les politiques nationales officielles d'industrialisation et les programmes et projets nationaux élaborés pour leur mise en oeuvre. Les programmes et les projets envisagés reposent souvent sur des études hâtives des possibilités de développement industriel, que n'appuient aucune étude de rentabilité détaillée ni aucun examen critique de l'intérêt des projets.

^{1/} Pour une analyse théorique de ces problèmes et de divers autres, voir "Les problèmes que pose le développement industriel", Comité de développement industriel des Nations Unies, E/C.5/75, 19 avril 1965.

75. Dans de nombreux pays, les planificateurs ont reconnu la nécessité de ne pas séparer les aspects financiers, matériels et administratifs de la programmation du développement industriel, mais on manque de détails sur ce point. Les plans financiers ont rarement été coordonnés avec l'incorporation des ressources matérielles dans le budget ou intégrés dans le cadre général de la croissance des ressources en capital et en main-d'oeuvre qui doivent permettre d'atteindre les objectifs du développement.

76. Bien que, dans de nombreux pays, les planificateurs aient reconnu que les connaissances techniques et le personnel des échelons supérieurs faisaient défaut, bien qu'ils aient pris des dispositions diverses pour l'expansion des moyens d'enseignement et de formation, on constate cependant un manque de coordination entre l'expansion prévue, en qualité et en quantité, des moyens d'enseignement et l'importance de la main-d'oeuvre à former ainsi que des besoins des entreprises prévues au plan qui exigeront certaines catégories de connaissances, de spécialités et de techniques.

77. Pour établir les projets et les programmes de développement, il faudra s'attacher à la coordination et à l'intégration, non seulement au sein de chaque secteur industriel, mais entre ceux-ci et les autres secteurs connexes de l'économie. L'appréciation des perspectives de croissance à long terme de l'économie et la détermination d'un ordre de priorité pour les objectifs permettront de coordonner le développement sur le plan national et, d'autre part, favoriseront une action concertée et des efforts coopératifs à l'échelon international.

78. Dans tous les pays africains, les économies mixtes prédominent, avec des différences quant à l'importance du secteur privé par rapport au secteur public. Pour la mise en oeuvre des plans de développement, on a accordé une importance plus ou moins grande à chaque secteur, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent. Pour que les objectifs socio-économiques soient atteints, la coordination des activités du secteur privé et de celles du secteur public est nécessaire. On

pourrait facilement éviter les politiques contradictoires et leur substituer des décisions complémentaires capables d'assurer l'intégration et la coordination des objectifs et des moyens qui doivent permettre de les atteindre.

79. Les économies des pays africains, qui sont essentiellement ouvertes, dépendent du marché mondial pour l'écoulement de leurs produits d'exportation et pour la fourniture des biens et services destinés au développement. La mise en oeuvre des plans de développement actuels est subordonnée dans une plus ou moins large mesure à l'apport de capitaux, de compétence et d'expérience en provenance de l'étranger. Dans ces conditions, une coordination plus poussée est nécessaire entre les efforts tendus vers le développement et les activités correspondantes des pays industrialisés et des organismes internationaux. A cet égard, la coordination de l'assistance technique extérieure et les problèmes techniques que posent l'élaboration et l'exécution des plans nationaux serait souhaitable.

80. Tous ces problèmes de coordination et d'intégration, ainsi que certains autres, exigent des recherches et des études approfondies auxquelles les organismes nationaux aussi bien qu'internationaux peuvent participer dans une large mesure. Il faut signaler toutefois que ceux qui établissent les plans et les politiques de développement industriel doivent faire face en Afrique à la difficulté bien connue que posent l'insuffisance des données statistiques et le caractère rudimentaire des informations relatives à l'industrie et aux autres secteurs de l'économie.

81. Les pays africains et, à leur suite, la Commission économique pour l'Afrique et d'autres institutions des Nations Unies, mettent de plus en plus l'accent sur le fait qu'une coopération sous-régionale est nécessaire pour favoriser le développement économique. En effet, une coopération plus étroite au sein de divers groupes de pays est indispensable car il est difficile pour nombre de ceux-ci, en raison

des obstacles redoutables auxquels ils ont à faire face, de développer leurs économies de façon viable dans les seules limites de leurs frontières nationales. Il y a à cela plusieurs raisons, notamment la pénurie de main-d'oeuvre et l'exiguïté des marchés ainsi que le faible peuplement d'un grand nombre de pays^{1/}. En outre, les ressources naturelles sont limitées et assez peu diversifiées dans un grand nombre de ces pays. Une coopération plus étroite entre pays d'un même groupe serait nécessaire pour constituer une base industrielle solide à un développement économique et social soutenu.

L'idéal serait qu'un groupe de pays voisins possédant des ressources diversifiées et complémentaires et des intérêts communs forment une entité socio-économique en vue d'une planification globale. D'autre part, ces pays devraient intégrer ou, tout au moins, harmoniser et coordonner leurs plans de développement nationaux afin de pouvoir utiliser plus efficacement leurs ressources et créer un climat plus propice à une croissance industrielle soutenue et accélérée.

^{1/} En Afrique de l'ouest et du sud-ouest, le Gabon, la Mauritanie, le Bassoutoland, le Betchouanaland, le Sud-ouest africain et le Libéria avaient tous en 1960 une population inférieure à un million d'habitants; celle du Niger, de la Guinée, du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire n'atteignait pas 3,2 millions; en Angola, au Mali, en Haute-Volta et au Cameroun, elles variaient entre 4 et moins de 5 millions.

En Afrique de l'est, le nombre d'habitants s'échelonnait entre 2 et moins de 4 millions en Somalie, en Zambie, au Rwanda, en Rhodésie, au Malawi et au Burundi, quelques pays seulement (Kenya, Tanzanie et Ethiopie) possédant une population de 8 millions d'habitants ou plus. En Afrique du centre, la population de la République du Congo n'atteignait pas un million d'habitants et celles de la République centrafricaine et du Tchad étaient, respectivement, de 1,2 et 2,7 millions.

CHAPITRE VII

POSSIBILITES D'ACTION SUR LE PLAN INTERNATIONAL ET

SUR LE PLAN INTERREGIONAL

82. En Afrique, comme dans les autres régions, les problèmes complexes que pose l'industrialisation des pays en voie de développement ne pourront être résolus sans une conjonction d'efforts, soit nationaux, soit, dans certains cas, intra-régionaux ou interrégionaux.

Chaque pays devra, dans son propre cadre, s'attaquer à des problèmes nouveaux à des obstacles de caractère national et coopérer avec la communauté mondiale en vue de mettre au point des solutions aux problèmes qui exigent des efforts concertés et une action internationale.

83. Dans les chapitres précédents de la présente étude, un certain nombre de problèmes et d'obstacles importants qui nécessitent une action sur le plan national ont été passés en revue. Ils concernent dans l'ensemble l'état actuel de la planification industrielle nationale ainsi que le progrès socio-économique, et leur solution est subordonnée, dans une large mesure, aux progrès qui peuvent être réalisés dans le domaine de la planification globale établie en vue d'un développement soutenu et accéléré. On admet généralement que la croissance industrielle ne pourra être accélérée dans les pays en voie de développement que dans la mesure où ceux-ci s'attacheront à utiliser au mieux leurs ressources en fonction des marchés existants, qu'ils soient nationaux, régionaux ou mondiaux. Il est également essentiel que chaque pays acquière une notion précise de ses propres besoins et de ses propres ressources, détermine ses objectifs de développement et fixe un ordre de priorité rigoureux dans le temps.

Mais il n'est pas douteux que nombre de ces pays auront besoin d'une aide extérieure pour déterminer leurs possibilités optimales dans le domaine industriel et pour définir les meilleurs moyens de mobiliser les ressources disponibles en vue d'exploiter ces possibilités et d'en retirer les bénéfices.

84. L'un des principaux obstacles au développement industriel d'un grand nombre des pays africains venus récemment à l'indépendance est l'absence d'études portant sur les possibilités de développement industriel et le manque de programmes et de projets suffisamment bien préparés pour attirer le financement nécessaire des sources nationales ou internationales. Dans de nombreux domaines de la recherche industrielle, notamment le transfert des techniques modernes ou leur adaptation aux besoins des pays en voie de développement et des conditions qui leur sont propres, une action internationale et une aide appropriée de la communauté mondiale seront également nécessaires.

85. Il est de plus en plus évident que les pays en voie de développement ne peuvent guère prétendre à l'autonomie en se maintenant à un taux élevé de croissance que s'ils augmentent leurs possibilités dans le domaine des industries d'exportation. Toute action orientée vers cet objectif exigera des pays industrialisés et des pays en voie de développement des efforts concertés en vue d'"une nouvelle division internationale du travail qui soit plus rationnelle et plus équitable et qui s'accompagne des ajustements nécessaires dans la production et le commerce mondiaux"^{1/}. Elle implique en outre, de la part des pays des sous-régions d'Afrique, des efforts concertés tendant à favoriser la spécialisation et les échanges sur le plan régional afin que puissent être réalisées les économies de dimensions qui sont impossibles dans les petits pays en voie de développement agissant indépendamment les uns des autres. Dans les deux domaines d'action indiqués, une assistance notable serait nécessaire sur le plan national, régional et mondial, pour l'élaboration des politiques appropriées ainsi que pour les programmes de mise en oeuvre.

^{1/} Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement économique, Vol. I, Acte final, par. 5.

86. De nombreuses barrières dressées dans tous les pays par l'histoire, la tradition, la langue, la monnaie, et même les spécifications industrielles, ainsi que d'autres obstacles naturels ou artificiels, s'opposent à une coopération plus étroite et à une intégration des activités de développement industriel. Là encore, des efforts seront nécessaires à l'échelon des pays et des sous-régions pour réaliser, grâce à la coordination, une coopération efficace permettant de supprimer les difficultés existantes et d'accélérer le rythme d'une croissance économique vigoureuse. Les pays intéressés ont déjà fait de nombreux efforts, avec l'aide d'organismes sous-régionaux ainsi que de l'Organisation des Nations Unies, de ses organes et de ses institutions spécialisées, chacun agissant dans le domaine de sa compétence. Bien que les programmes de recherche et les filières d'assistance directe ne cessent de se multiplier dans les divers domaines du développement industriel pour répondre aux demandes et aux besoins des pays en voie d'industrialisation, la collaboration et la coordination laissent encore beaucoup à désirer à l'heure actuelle, sur le plan national aussi bien qu'à l'échelon international.

87. Pour définir et adopter des normes industrielles en Afrique, il faudra des efforts considérables en s'appuyant sur une action concertée à tous les échelons, national, régional et international. La coopération, ainsi que l'intégration des marchés et des produits aux échelons des sous-régions et du continent, rendront indispensable l'application de normes unifiées non seulement aux produits industriels et aux principaux facteurs de production nécessaires à leur fabrication, mais également aux caractéristiques propres à l'implantation des usines, aux installations de production du courant électrique, aux interconnexions des moyens de transport et à d'autres services étroitement liés au développement des industries sous-régionales ou régionales.

Le développement industriel en Afrique a connu une évolution remarquable entre 1950 et 1963. Cette évolution a été marquée par une diversification croissante de la structure industrielle, passant d'une dépendance quasi totale vis-à-vis des importations à une certaine autonomie. Les industries de base, telles que l'acier, le ciment et les produits chimiques, ont commencé à être produites localement. De plus, le secteur des services a également connu une croissance importante, notamment dans les domaines du transport, de la communication et de l'énergie.

L'évolution et la structure actuelle des industries en Afrique

1950-1963

(données statistiques)

Les données statistiques pour la période 1950-1963 montrent une augmentation constante du produit intérieur brut (PIB) industriel en Afrique. Cette croissance a été soutenue par une série de facteurs, dont la mise en œuvre de plans quinquennaux, l'attraction d'investissements étrangers et la mise en place de politiques économiques favorables. Les industries de base ont joué un rôle central dans ce développement, fournissant les infrastructures nécessaires à la croissance économique. Cependant, il reste à améliorer la productivité et à diversifier davantage le secteur industriel pour assurer une croissance durable.

En conclusion, la période 1950-1963 a été une phase cruciale de développement industriel en Afrique. Les progrès réalisés ont posé les bases d'une industrialisation plus avancée. Toutefois, des défis restent à relever, notamment en matière de financement, de technologie et de formation de la main-d'œuvre. Une attention particulière doit être portée à ces aspects pour poursuivre le développement économique de la région.

On s'est efforcé ici de présenter un tableau statistique complet de l'évolution et de la situation actuelle des industries dans l'ensemble de l'Afrique^{1/}.

Seuls quelques rares pays possèdent des séries de données concernant la totalité de la période envisagée et ces données sont loin d'être satisfaisantes. Le tableau présenté ici ne constitue donc qu'une tentative visant à reconstituer le cours probable des mouvements, les nombreuses lacunes ayant été comblées par des estimations ou des chiffres extraits des plans de développement nationaux, dont les résultats ne sont pas encore connus. Il ne faut donc pas considérer comme rigoureux les chiffres correspondant aux dates indiquées (1950 ou 1963). Pour estimer les données manquantes correspondant à ces deux années, on a utilisé des interpolations, des extrapolations et des projections dans le passé et dans l'avenir.

On trouvera à l'annexe B la liste des sources utilisées pour les chiffres et les estimations. La classification des industries et des marchandises utilisée est indiquée aux tableaux A6 et A7^{2/}. La liste des pays constituant chaque région est donnée au tableau A8.

La République sud-africaine ainsi que le Bassoutoland, le Betchouanaland, le Swatziland et le Sud-ouest africain ont été exclus de la présente étude.

Dans l'ensemble des tableaux, les données correspondent aux prix en vigueur aux alentours de 1957 (c'est-à-dire entre 1956 et 1958). Le produit intérieur brut est indiqué aux prix du marché. Pour la population, on a utilisé des chiffres "moyens". On n'a pas tenu compte des écarts par rapport à des estimations de la population provenant de sources non officielles (dans le cas de la Somalie et de la Nigéria, par exemple)^{3/}.

^{1/} Excepté l'Afrique du sud.

^{2/} L'analyse des données disponibles a conduit à cette classification qu'on n'estimera peut-être pas absolument conforme au point de vue théorique.

^{3/} Seules les données indiquées dans l'Annuaire démographique des Nations Unies pour 1963, New York 1964, tableau 4, ont été utilisées pour l'ensemble de cette étude.

On n'a pas pu parvenir à constituer une récapitulation statistique des données relatives à la formation de capital (au sein du secteur industriel) ni à l'emploi dans l'industrie. Dans les deux cas, la rareté et aussi le caractère nettement contradictoire des données ont rendu leur utilisation impossible.

TABLEAU A1

Données statistiques générales - 1950-1963

E/CN.14/AS/II/2/X/1
Annexe A
Page 4

	Population PIB ^{2/} (millions) total	Produit intérieur brut industriel					PIB indust. en % du total %	Par habitant			
		Industries extraoc- tives	Industries manufacturières			Total Général		PIB total (en dollars)	PIB total industriel (en dollars)		
			fondées sur l'a- gricul- ture	Légères	Total						
		(en millions de dollars)									
1950											
Sous-région du nord	51,1	7660	135	213	187	151	551	686	9	150	13
Sous-région de l'ouest	50,3	4610	79	97	43	17	157	236	5	91	5
Sous-région du centre	22,8	1270	108	83	33	77	193	301	23	56	13
Sous-région de l'est	59,3	3270	173	153	62	124	339	512	9	55	9
Afrique ^{1/}	183,5	16810	495	546	325	369	1240	1735	9	92	9
1963											
Sous-région du nord	70,8	12680	680	597	601	600	1798	2478	18	179	35
Sous-région de l'ouest	75,6	8130	171	287	132	52	471	642	7	107	8
Sous-région du centre	29,9	2920	180	171	85	171	427	607	20	98	20
Sous-région de l'est	77,5	5960	231	281	151	240	672	953	16	77	12
Afrique ^{1/}	253,8	29690	1262	1336	969	1063	3368	4680	15	117	18

1/ Excepté la République sud-africaine

2/ Aux prix du marché (1956-1958)

TABIEAU A2
Evolution du degré d'industrialisation en Afrique 2/ 1950-1963

	CATEGORIE I 200 dollars ou plus par habitant					CATEGORIE II 100 à 199 dollars par habitant					CATEGORIE III De 50 à 99 dollars par habitant					CATEGORIE IV moins de 50 dollars par habitant					TOTAL		
	Nombre de pays	Part de la catégorie dans le PIB	Part de la catégorie dans la population	PIB moyen par habitant	Nombre de pays	Part de la catégorie dans le PIB	Part de la catégorie dans la population	PIB moyen par habitant	Nombre de pays	Part de la catégorie dans le PIB	Part de la catégorie dans la population	PIB moyen par habitant	Nombre de pays	Part de la catégorie dans le PIB	Part de la catégorie dans la population	PIB moyen par habitant	Nombre de pays	Part de la catégorie dans le PIB	Part de la catégorie dans la population	PIB moyen par habitant	Nombre de pays	Part de la catégorie dans le PIB	Part de la catégorie dans la population
1950																							
Sous-région du nord	1	33	18	296	5	67	82	119	-	-	-	-	-	-	-	-	6	45	28	150	-	-	-
Sous-région de l'ouest	-	-	-	-	5	39	23	148	8	57	69	76	1	4	8	45	14	27	27	91	-	-	-
Sous-région du centre	-	-	-	-	-	-	-	-	6	85	82	87	1	15	18	49	7	8	12	56	-	-	-
Sous-région de l'est ^{3/}	-	-	-	-	3	25	10	148	3	37	30	68	7	38	60	34	13	20	33	55	-	-	-
Afrique ^{2/}	1	15	6	296	13	46	32	128	17	30	39	69	9	9	23	36	40	100	100	92	-	-	-
1963																							
Sous-région du nord	3	42	24	310	2	49	57	150	1	9	19	90	-	-	-	-	6	43	28	179	-	-	-
Sous-région de l'ouest	1	20	10	217	6	31	22	149	6	47	62	82	1	2	6	39	14	27	30	107	-	-	-
Sous-région du centre	1	5	2	301	3	30	22	134	3	65	76	84	-	-	-	-	7	10	12	98	-	-	-
Sous-région de l'est	2	18	6	236	2	21	11	142	6	26	42	70	3	35	41	42	13	20	30	77	-	-	-
Afrique ^{2/}	7	27	12	277	13	36	29	148	16	31	45	80	4	6	14	42	40	100	100	117	-	-	-

1/ Pour les définitions, voir "Aperçu de l'expansion industrielle 1938-1958", Nations Unies, New York, 1960.
2/ Excepté la République sud-africaine, le Basoutoland, le Swaziland et le Sud-ouest africain.
3/ Excepté la Réunion.

TABLÉAU A.3
La croissance de l'industrie en Afrique - 1950-1961

	Taux de croissance; pourcentage annuel composé										En dollars par habitant						1/ Produits manufacturés		
	PIB total					PIB industriel					1950			1963					
	Industries extractives					Industries manufacturières					Produits locaux		Produits importés		Produits locaux			Produits importés	
	Fondées sur l'agriculture					Lourdes					Légères		Total		Total			Total	
Sous-région du nord	4,0	13,2	8,2	9,4	11,2	9,5	10,4	150	178	13	35	15,4	19,6	55,8	34,2				
Extrêmes	2,1-14,6	2,4-65,4	3,5-12,1	0,9-31,0	2,9-19,0	3,4-15,8	3,1-29,3												
Sous-région de l'ouest	4,4	6,1	8,6	8,8	8,7	8,8	8,0	91	107	5	8	22,4	9,6	20,4	19,6				
Extrêmes	1,8-10,9																		
Sous-région du centre	6,7	4,0	5,7	7,6	6,3	6,3	5,5	56	98	13	20	9,9	13,1	18,6	19,4				
Extrêmes	5,0- 4,4																		
Sous-région de l'est	4,7	2,2	4,7	7,1	5,2	5,4	4,4	55	77	9	12	11,3	9,7	13,1	15,9				
Extrêmes	1,4- 7,7	0 - 7,3	1,3-13,0	0,9-13,6	1,7-14,6	1,4-11,3	2,0-10,4												
AFRIQUE	4,5	7,4	7,1	8,7	8,4	8,0	7,8	92	117	9	18	15,1	12,9	27,5	22,5				
Extrêmes	1,4-14,6	0 -65,4	1,3-13,0	0,9-31,0	1,7-21,1	1,4-15,8	2,0-29,3												

1/ Excepté l'Afrique du sud, etc.
2/ Chiffre d'affaires brut aux prix c.a.f.
3/ Taux de croissance minimum et maximum atteint par les divers pays.
4/ L'ancienne Afrique équatoriale française ayant été considérée comme un tout, il n'est pas possible de calculer tous les taux de croissance

TABIEAU A4

Modifications de la structure de l'offre de produits manufacturés (%)^{1/} - 1950-1963

	1950						1963						1963					
	Sous-région du nord			Sous-région de l'est			Sous-région du nord			Sous-région de l'est			Sous-région du nord			Sous-région de l'est		
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Demande intérieure	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Importations	39	48	42	38	31	19	28	33	44	27	67	55	52	76	62	56	59	59
Offre intérieure	61	82	58	62	69	81	72	67	56	73	33	45	48	24	38	44	41	41
Exportations	26	-	4	21	13	8	2	3	27	9	5	32	8	24	90	65	31	31
Production intérieure	87	82	62	83	82	89	74	70	83	82	38	77	56	48	128	111	72	72
Indice de la demande ^{2/}						372	151	256	179	234			337	377	193	149	259	259
Indice de la production intérieure						379	138	297	178	234			498	224	188	165	242	242
Indice de l'offre intérieure						495	132	295	161	246			495	247	157	102	236	236
BIENS DE CONSOMMATION																		
BIENS INTERMÉDIAIRES																		
TOTAL DES PRODUITS MANUFACTURÉS																		
Demande intérieure	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Importations	89	100	100	100	95	79	100	100	82	86	56	46	38	49	51	55	45	45
Offre intérieure	11	-	-	-	5	21	-	-	18	14	44	54	62	51	49	45	55	55
Exportations	1	-	-	-	-	1	-	-	4	1	16	25	8	7	27	35	14	14
Production intérieure	12	-	-	-	5	22	-	-	22	15	60	79	70	58	76	80	69	69
Indice de la demande						321	302	161	266	281			354	188	218	180	247	247
Indice de la production intérieure						585	-	-	6990	822			407	147	231	182	243	243
Indice de l'offre intérieure						626	-	-	40790	868			501	138	250	148	251	251

1/ Chiffres établis d'après le chiffre d'affaires brut au prix c.a.f.

2/ Pour tous les indices 1950 = 100

TABEAU A5
Modifications de la structure de l'industrie (%)^{1/} - 1950-1963

	Structure						Indices de production 1963 ^{2/}				Données comparatives relatives à la structure (en %)			
	1950			1963			Sous-région du nord		Sous-région de l'ouest		Sous-région de l'est		Total	
	Sous-région du nord	Sous-région de l'ouest	Sous-région de l'est	Sous-région du nord	Sous-région de l'ouest	Sous-région de l'est	du nord	du nord	du nord	du nord	du nord	du nord	du nord	du nord
Industries extractives	20	33	36	34	29	27	27	27	27	27	27	27	27	27
Industries fondées sur l'agriculture	31	41	28	30	31	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Industries légères	27	18	11	12	19	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Industries lourdes	22	8	25	24	21	25	25	25	25	25	25	25	25	25
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
							502	217	166	133	255	8,4	8,8	3,2
							280	295	205	183	244	974	12,0	16,0
							322	302	259	244	298	30,6	29,7	29,4
							398	298	220	193	287	51,6	49,5	50,2
							361	271	201	176	267	100,0	100,0	100,0

1/ Valeur ajoutée.
2/ 1950 = 100 (valeur ajoutée)

TABLÉAU A6

Classification des industries

Groupe	No de la CITI ^{1/}	Industrie ou fabrication
Mines	1	Industries manufacturières
Industries fondées sur l'agriculture	20	Industries alimentaires
	21	Boissons
	22	Tabac
Industries légères	23	Textiles
	24	Chaussures et articles d'habillement
	26	Meubles et accessoires
	27	Papier et articles en papier
	28	Imprimerie, édition, etc.
	29	Cuir, etc.
	30	Ouvrages en caoutchouc
Industries lourdes	25	Bois et liège
	31	Industrie chimique et produits chimiques
	32	Dérivés du pétrole et du charbon
	33	Produits minéraux non métalliques
	34	Industries métalliques de base
	35 - 38	Industries mécaniques

^{1/} Classification internationale type par industrie de toutes les branches d'activité économique, Nations Unies, New York, 1958.

TABLEAU A7

Classification des produits par rapport aux industries

Groupe	No de la CTCI ^{1/}	Industrie	No de la CITI ^{2/}
Produits bruts	27, 28, 32 (excepté 321.8) 331 et 667	Industries extractives	1
Biens de consommation	01, 02, 03, 06, 08, 046-8, 052, 053, 055, 073 61, 65, 84, 85 62, 64, 82, 892	Industries alimentaires, boissons et tabac Textiles, cuir, chaussures et articles d'habillement Meubles et accessoires, papier, imprimerie et édition, ouvrages en caoutchouc	20, 21, 22 23, 24, 29 26, 27, 28, 30
Biens intermédiaires	63, 66 (excepté 667) 69, 812 67, 68 321.8, 332, 4, 5	Bois et liège, produits minéraux non métalliques et ouvrages en métal Métaux de base Industries chimiques et produits chimiques (y compris pétrole, etc.)	25, 33, 35 34 31, 32
Biens d'équipement	7	Industries mécaniques	36, 37, 38

1/ Classification type pour le commerce international.

2/ Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique.

TABIEAU A8
Liste des sous-régions et des pays

Sous-région du nord	Sous-région de l'ouest	Sous-région du centre	Sous-région de l'est
Algérie	Dahomey	Angola	Burundi
Libye	Gambie	Cameroun	Ethiopie
Maroc	Ghana	République cen- trafricaine	Kénia
Soudan	Guinée	Tchad	Madagascar
Tunisie	Côte-d'Ivoire	République du Congo	Malawi
République arabe unie	Libéria	République démo- cratique du Congo	Ile Maurice
	Mali	Gabon	Mozambique
	Mauritanie		Réunion
	Niger		Rhodésie
	Nigéria		Rwanda
	Sénégal		Somalie
	Sierra Leone		Tanzanie
	Togo		Ouganda
	Haute-Volta		Zambie

ANNEXE B

1. Statistiques du commerce extérieur de l'Afrique équatoriale française, 1954.
2. Annual Trade Report of Somaliland Protectorate for 1952
3. Provincia de Mozambique, Annuario Statistico, 1951
4. Colony of Gambia, Trade Report for 1950
5. Colony and Protectorate of Sierra Leone, Trade Report for 1950
6. Annuaire statistique du commerce international, Nations Unies, 1952
7. " " " " " " , Nations Unies, 1963
8. Report on the external Trade of Ethiopia 1949-1955
9. Industrial Egypt, Quarterly Bulletin of the Federation of Industries in the UAR, vol. 40, No 2, April-June 1964.
10. Annual Trade Report of Kenya, Uganda and Tanzania for 1950
11. Colony of Mauritius, Annual Report of the Customs and Excise Department, 1953
12. Annuaire statistique de la Réunion, 1952-1955, Paris 1956.
13. La coordination industrielle en Afrique de l'est, E/CN.14/INR/102, Commission économique pour l'Afrique, 1965
14. Estatistica Industrial, Provincia de Mozambique, 1960
15. General Frame of the 5-Year Plan for Economic and Social Development, July 1960-June 1965, Le Caire 1960
16. Rapport de la mission de la CEA sur la coopération économique en Afrique du centre, 1965.
17. Annuaire démographique 1963, Nations Unies, New York 1964.
18. Rapport du Directeur général, OIT, Genève 1964.
19. Etude globale de développement du Rwanda et du Burundi, AESED 1961
20. Tanganyika Five-Year Plan 1964-1969
21. Economic Development of Uganda, IBRD Mission Report
22. Plan quinquennal (Madagascar), 1964-1968
23. Aperçu de l'expansion industrielle 1938-1958, Nations Unies, New York 1960
24. La croissance de l'industrie mondiale, 1938-1961, Nations Unies, New York 1963
25. Economic Survey, Sierra Leone, 1958
26. Annuaire statistique de l'Algérie 1956-1957

27. Economic Progress of Ethiopia	1955	Ethiopie
28. Economic Survey of Nigeria	1959	Nigéria
29. Statistical Abstract	1962	Tanganyika
30. Annual Report (Industrial Development Corp.)	1960/61	Ghana
31. An Economic Survey (imprimé)	1958	Sierra Leone
32. Economic Survey	1963	Ghana
33. Comptes économiques	1959, 1960, 1961, 1962	Sénégal
34. Aspects économiques	1963	Dahomey
35. Le développement économique de la République du Sénégal	juin 1963	Sénégal
36. L'économie du Sénégal	avril 1961	Sénégal
37. L'inventaire économique et social de la Côte-d'Ivoire	1947-1958	Côte-d'Ivoire
38. L'inventaire économique et social de la Côte-d'Ivoire	1947-1956	Côte-d'Ivoire
39. L'essor économique d'août	1961	Côte-d'Ivoire
40. Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest		Comptes économiques du Mali
41. Comptes économiques de la République du Mali	1959	Mali
42. Central Bureau of Statistics, Quarterly Digest of Statistics	1962	Ghana
43. Bulletin spécial de statistiques	1963 (1964)	Guinée
44. L'industrialisation de la Guinée française	1957	Guinée
45. Statistical Yearbook	1962	Ghana
46. Analyse de l'économie de la République islamique de Mauritanie	1959	Mauritanie
47. The National Accounts	1960-1962	Tanganyika
48. National Accounts	1950-1957	Nigéria
49. National Income	1953	Egypte
50. The National Income	1955-1956	Soudan
51. Capital Formation and Increase in National Income	1955-1959	Soudan
52. National Income of Sudan	1960-1961	Soudan
53. National Income of Sudan	1961-1962	Soudan

54. National Income and Balance of Payments	1962	Fédération de Rhodésie et du Nyassaland
55. National Accounts of the Federation of Rhodesia and Nyasaland	1954-1959	Fédération de Rhodésie et du Nyassaland
56. National Accounts of the Federation of Rhodesia and Nyasaland	1954-1962	Fédération de Rhodésie et du Nyassaland
57. National Income Statistics and Estimates		Fédération de Rhodésie et du Nyassaland
58. The National Income and Social Accounts	1946-1951	Rhodésie du sud
59. " " " " " "	1945-1953	Rhodésie du nord
60. Aperçu de l'expansion industrielle	1938-1958	
61. L'économie de la Tunisie en chiffres	1961	
62. Le développement industriel en Afrique	1963	Nations Unies
63. Plans africains de développement, données générales et quelques indicateurs	1965-89	ECA
64. Planning in Africa	janvier 1965	
65. Planning in Africa, Research Division, ECA	février 1965	
66. Economic Survey of North Africa	juillet 1965	
67. Bulletin économique pour l'Afrique	1961, 1962, 1963, 1964	
68. Situation économique de l'Afrique depuis 1950	1959	
69. The States of Equatorial Africa (the Economist Intelligence Unit Ltd.)	avril 1964	
70. Schéma d'étude sur l'économie du Mali	ECA 63-1051	
71. Economic Development in Algeria, 1948-1960	ECA 63-923	
72. Notes on "Economic conditions in Ghana during the 1950s"	ECA 63-2581	
73. Country study of Tanganyika	ECA 63-3588	
74. The Economy of the Sudan's structure and growth	1947/50-1960	
75. Economic Development in the UAR since 1930 and the prospects in 1980	ECA 63-2721	
76. Tanganyika (and East Africa)	ECA 63-1181	

77. Economic Development in the Federation of Nigeria ECA 63-2075
78. The States of Equatorial Africa (Gabon, Congo (Brazzaville), Central African Republic, Chad) - The Economist Intelligence Unit Ltd. ECA 65-1435
79. The Economy of the Federation of Rhodesia and Nyasaland (country study) ECA 63-4001
80. Country Note on Southern Rhodesia ECA 63-3263
81. Etude de l'évolution économique du Congo (Léopoldville) de 1950 à 1962 ECA 63-3774
82. Le Sénégal - Evolution économique depuis 1950 64-1127
83. Country Study of Uganda ECA 63-2605
84. Country Study of Kenya ECA 63-4599
85. Proposals for an economic development plan for Nyasaland - Volume UN EESA 1964
86. Industrial growth in North Africa, 1964 (T. Gedamu)
87. Plans africains de développement, données générales et quelques indicateurs ECA 65-89
88. Planification économique intégrale en Afrique ECA 62-2526
89. La Côte-d'Ivoire, son évolution économique depuis 1950 ECA 64-867